



Rapport de solvabilité  
et de situation financière 2017

**MMA IARD**  
**ASSURANCES MUTUELLES**



Entrepreneurs  
d'Assurances

# **Rapport sur la Solvabilité et la Situation Financière**

---

**2017**

**MMA IARD Assurances  
Mutuelles**

---

# Sommaire

---

<b>Synthèse</b> .....	<b>3</b>
<b>A. Activité et résultats</b> .....	<b>5</b>
A.1. Activité.....	5
A.2. Résultat de souscription.....	8
A.3. Résultat des investissements.....	9
A.4. Résultat des autres activités .....	9
A.5. Autres informations.....	9
<b>B. Système de Gouvernance</b> .....	<b>10</b>
B.1. Informations générales sur le système de gouvernance .....	10
B.2. Exigences d'honorabilité et de compétence.....	17
B.3. Système de gestion des risques.....	18
B.4. Système de contrôle interne.....	21
B.5. Fonction Audit interne .....	23
B.6. Fonction Actuarielle .....	25
B.7. Sous-traitance.....	26
B.8. Autres informations.....	27
<b>C. Profil de risque</b> .....	<b>28</b>
C.1. Risque de souscription.....	29
C.2. Risque de marché.....	29
C.3. Risque de crédit.....	31
C.4. Risque de liquidité .....	31
C.5. Risque opérationnel.....	31
C.6. Autres risques importants .....	31
C.7. Autres informations.....	31
<b>D. Valorisation à des fins de Solvabilité</b> .....	<b>32</b>
D.1. Actifs .....	32
D.2. Provisions techniques.....	35
D.3. Autres passifs.....	40
D.4. Méthodes de valorisations alternatives.....	41
D.5. Autres informations.....	41
<b>E. Gestion du capital</b> .....	<b>42</b>
E.1. Fonds propres.....	42
E.2. Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis.....	44
E.3. Utilisation du sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée dans le capital de solvabilité requis .....	45
E.4. Différences entre la formule standard et tout modèle interne utilisé .....	45
E.5. Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité requis .....	45
E.6. Autres informations.....	45
<b>Annexes</b> .....	<b>46</b>

---

# Synthèse

---

## Activité et résultats

- MMA IARD Assurances Mutuelles est une mutuelle affiliée à la SGAM Covéa, actionnaire direct de Covéa Coopérations et actionnaire ultime des sociétés d'assurance du Groupe.
- MMA IARD Assurances Mutuelles exerce en France une activité d'assurance non-vie. MMA IARD Assurances Mutuelles a cessé de souscrire de nouveaux risques aériens et spatiaux à partir de l'exercice de souscription 2017. Les risques portés par MMA IARD Assurances Mutuelles au titre des exercices de souscription 2015 et 2016 sont désormais réassurés à 90% auprès de MMA IARD. L'activité de MMA IARD Assurances Mutuelles est également constituée d'un traité de coassurance de 0.1% avec MMA IARD et de la gestion d'un portefeuille de contrats d'assurances collectives.
- Les produits financiers nets de MMA IARD Assurances Mutuelles sont principalement issus des dividendes perçus, de Covéa Coopérations en particulier.

## Système de gouvernance

- Le système de gouvernance de MMA IARD Assurances Mutuelles s'inscrit dans l'organisation opérationnelle du Groupe Covéa, adaptée à son activité et à ses risques. Les composantes du dispositif de gouvernance (comités, politiques, processus) permettent une répartition claire des responsabilités et une remontée d'informations efficace vers les organes décisionnels. Des exigences et des processus spécifiques sont prévus concernant l'honorabilité et la compétence des mandataires sociaux, dirigeants et titulaires des fonctions clés.
- MMA IARD Assurances Mutuelles bénéficie du dispositif global de contrôle déployé au sein du groupe Covéa et de ses différentes composantes complémentaires et indépendantes :
  - Le dispositif de gestion des risques Covéa a pour principales missions de détecter, analyser, mesurer, gérer, surveiller et rapporter en permanence, avec anticipation, l'ensemble des risques auxquels l'entreprise est exposée. Il est également le garant du respect du cadre d'appétence fixé dans les orientations stratégiques.
  - La fonction Vérification de la Conformité Covéa met en œuvre le dispositif destiné à assurer le respect des réglementations applicables aux activités de MMA IARD Assurances Mutuelles.
  - Le système de contrôle interne de Covéa, indépendant des activités opérationnelles est en charge de l'identification, de l'évaluation et du pilotage des risques opérationnels. Il concourt à la maîtrise des activités de l'entreprise, à l'efficacité de ses opérations et à l'utilisation efficiente de ses ressources.
  - Le dispositif d'audit interne Covéa évalue périodiquement l'adéquation des dispositifs de gouvernance, de contrôle interne et de gestion des risques de la société. Il émet des recommandations pour remédier aux éventuelles insuffisances détectées et effectue le suivi de leur mise en œuvre. Il contribue à l'amélioration de la maîtrise des risques et des performances de l'organisation.
  - La fonction actuarielle garantit le caractère approprié des méthodologies, des modèles et des hypothèses sous-jacents au calcul des provisions techniques et apprécie la qualité des données utilisées à cette fin. Elle donne également un avis sur les politiques de souscription et de réassurance. Ses appréciations et recommandations sont formalisées dans un rapport dédié, transmis annuellement aux organes de gouvernance de la société.
  - Le dispositif Covéa de maîtrise de la sous-traitance, interne et externe, est encadré par une politique dédiée. Il vise à garantir la conformité des activités sous-traitées aux réglementations applicables et la maîtrise des activités sous-traitées.

- Des changements organisationnels, annoncés en octobre 2017<sup>1</sup>, ont pris effet au 1<sup>er</sup> janvier 2018. De façon transverse, ils portent sur l'organisation des directions générales Covéa et la composition du Comité Exécutif Covéa. Au niveau de certaines entités, des nominations au sein de l'équipe de direction ont eu lieu.

### Profil de risque

- Le portefeuille de placements de MMA IARD Assurances Mutuelles, dont ses participations en particulier, découlant du rôle de l'entité dans l'organisation juridique du Groupe, son fonctionnement ainsi que son environnement économique, réglementaire et financier sont autant de sources de risques. Ces derniers sont analysés et suivis de manière permanente par les dispositifs de gestion des risques et de contrôle mis en œuvre au sein de la société.
- Le capital de solvabilité requis évalué en normes Solvabilité II sur la base de la formule standard permet de quantifier une part des risques supportés. D'autres risques non capturés par la formule standard sont par ailleurs suivis et gérés.
- Le profil de risque de MMA IARD Assurances Mutuelles se compose essentiellement de risque de marché. En effet, les principaux risques auxquels MMA IARD Assurances Mutuelles est exposée émanent de son portefeuille de détention, directe et indirecte, des sociétés d'assurance et de réassurance du groupe Covéa.
- MMA IARD Assurances Mutuelles bénéficie ainsi de l'ensemble des mesures de gestion et d'atténuation des risques mis en œuvre au niveau de ses filiales et du Groupe.
- Des tests de sensibilité réalisés ont permis de démontrer la résilience du ratio de couverture du capital de solvabilité requis de MMA IARD Assurances Mutuelles dans des circonstances très défavorables.

### Valorisation aux fins de solvabilité

- Les catégories d'actifs et de passifs importantes qui composent le bilan prudentiel de la société ont été valorisées conformément aux normes Solvabilité II, à des montants pour lesquels ces derniers pourraient être échangés dans le cadre d'une transaction conclue dans des conditions de concurrence normales.
- Une telle construction du bilan prudentiel diffère des principes suivis pour l'établissement du bilan en normes françaises. Les principaux écarts de valorisation concernent, d'une part, les actifs de placement de l'entreprise, enregistrés en valeur de marché, et les provisions techniques, d'autre part, inscrites au bilan prudentiel à leur valeur économique qui correspond à une valeur de transfert.

### Gestion des fonds propres

- Les fonds propres de MMA IARD Assurances Mutuelles sont exclusivement constitués d'éléments de fonds propres de base de niveau 1, non restreints. Leur montant éligible à la couverture du capital de solvabilité requis et du minimum de capital requis, s'élève à 4 299 M€ contre 3 882 M€ en 2016.
- Le capital de solvabilité requis, calculé en application de la formule standard, atteint 915 M€ en 2017 contre 839 M€ en 2016.
- Le ratio de couverture du capital de solvabilité requis par les fonds propres éligibles, qui en résulte, se porte à 470% contre 463% à la clôture de l'exercice précédent.
- Le minimum de capital requis de la société, calculé en application de la formule standard, atteint 229 M€ en 2017 contre 210 M€ en 2016.
- Le ratio de couverture du minimum de capital requis par les fonds propres éligibles de MMA IARD Assurances Mutuelles se porte à 1 879% contre 1 851% à la clôture de l'exercice précédent.

---

<sup>1</sup> <https://newsroom.covea.eu/download-pdf/5a462c0d2d40ce2ed92755a6>

---

# A. Activité et résultats

---

---

## A.1. Activité

---

### A.1.1. Informations Générales

---

MMA IARD Assurances Mutuelles est une société d'assurance mutuelle à cotisations fixes de droit français du groupe Covéa.

L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR, 61 Rue Taitbout, 75009 Paris) est l'organisme en charge de son contrôle financier ainsi que de celui du groupe Covéa.

L'entreprise établit ses comptes en normes françaises. Le Commissaire aux comptes titulaire est le Cabinet PricewaterhouseCoopers Audit représenté par M. Gérard COURREGES.

### A.1.2. Organisation du Groupe et de MMA IARD Assurances Mutuelles

---

Le groupe d'assurance mutualiste Covéa, dont fait partie la société MMA IARD Assurances Mutuelles, noue et gère des relations de solidarité financière fortes et durables avec ses entreprises affiliées. Il a pour mission de veiller à leur pérennité et à leur développement.

La société faîtière du groupe Covéa est une SGAM (Société de Groupe d'Assurance Mutuelle). Dix entités appartenant au monde mutualiste, réparties en quatre familles, sont affiliées à la SGAM Covéa :

- **Famille MMA** : MMA IARD Assurances Mutuelles, MMA Vie Assurances Mutuelles, DAS Assurances Mutuelles, Le Finistère Assurance, SMI
- **Famille MAAF** : MAAF Assurances, MAAF Santé, APGIS
- **Famille AM** : ASSURANCES MUTUELLES DE FRANCE
- **Famille GMF** : LA GARANTIE MUTUELLE DES FONCTIONNAIRES

Parmi ces entreprises affiliées à la SGAM Covéa, certaines sont actionnaires de Covéa Coopérations, société de réassurance de droit français qui détient, à son tour, directement ou indirectement, tout ou partie du capital des sociétés opérationnelles du Groupe.

Covéa Coopérations constitue ainsi la structure pivot entre les entreprises affiliées à la SGAM et les sociétés opérationnelles du Groupe.

### A.1.3. Organigramme simplifié au 31 décembre 2017

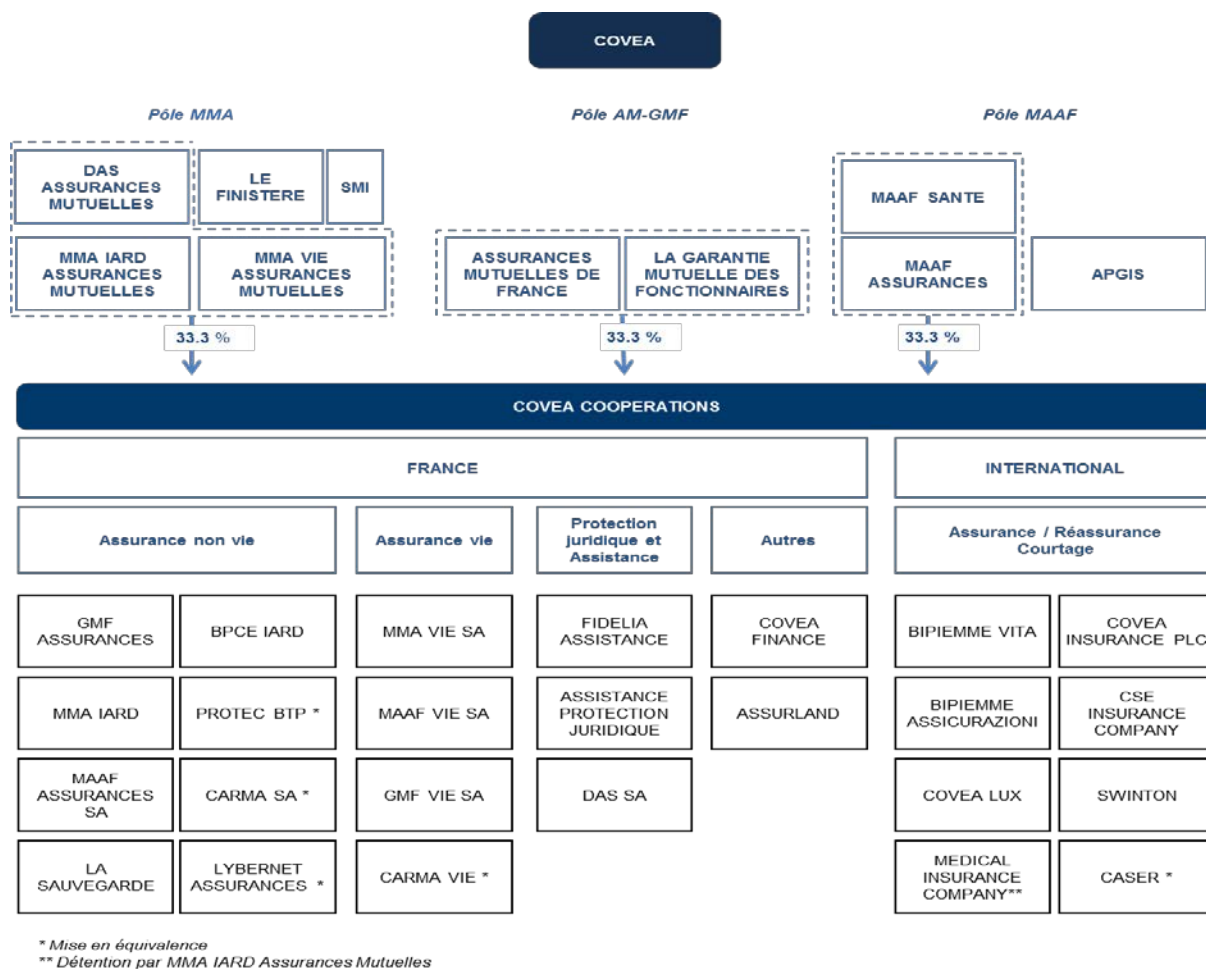


Figure 1 : Structure juridique Covéa

MMA IARD Assurances Mutuelles occupe dans l'organisation du groupe Covéa, la position de mutuelle affiliée à la SGAM Covéa, actionnaire direct de Covéa Cooperations et actionnaire ultime des sociétés d'assurance du Groupe.

### A.1.4. Filiales et participations significatives de MMA IARD Assurances Mutuelles

Au 31 décembre 2017, MMA IARD Assurances Mutuelles contrôle ou détient les entreprises ci-dessous :

Sociétés	Quote-part de capital détenue
<b>En France</b>	
COVEA COOPERATIONS	19.57%
<b>A l'international</b>	
MEDICAL INSURANCE COMPANY	99.83%

Tableau 1 : Filiales et participations significatives

### **A.1.5. Activités de MMA IARD Assurances Mutuelles**

---

MMA IARD Assurances Mutuelles exerce en France une activité d'assurance non vie. MMA IARD Assurances Mutuelles a cessé de souscrire de nouveaux risques aériens et spatiaux à partir de l'exercice de souscription 2017. MMA IARD Assurances Mutuelles continue de porter les risques relatifs aux exercices de souscription antérieurs avec un traité de cession en réassurance en quote-part à 90% avec MMA IARD sur les exercices de souscription 2015 et 2016.

L'activité de MMA IARD Assurances Mutuelles est également constituée d'un traité en quote-part de coassurance de 0.1% avec MMA IARD et de la gestion d'un portefeuille de contrats d'assurances collectives.

### **A.1.6. Faits marquants**

---

#### **Mise en place d'un statut commun à l'ensemble des salariés du groupe Covéa**

MMA IARD Assurances Mutuelles a signé en juin 2017 les accords du statut commun du groupe Covéa. Ils prévoient des dispositions harmonisées concernant en particulier le temps de travail, la participation, l'intéressement, l'abondement, la protection sociale et la retraite.

#### **Contributions exceptionnelles à l'impôt sur les sociétés**

La loi de finances 2018 a abrogé la taxe de 3% sur les dividendes versés hors groupe d'intégration fiscale, après qu'elle a été déclarée anticonstitutionnelle par décision du Conseil Constitutionnel du 6 octobre 2017.

MMA IARD Assurances Mutuelles n'ayant jamais été assujettie à cette taxe, elle n'est éligible à aucun remboursement à ce titre.

Parallèlement, la loi de finances rectificative pour 2017 a introduit des contributions exceptionnelles à l'impôt sur les sociétés de 15% ou 30%, applicables lorsque le chiffre d'affaires de l'entité ou, le cas échéant du groupe d'intégration fiscale, excède respectivement 1 ou 3 Mds€.

Au titre de l'exercice 2017, MMA IARD Assurances Mutuelles est redevable de contributions exceptionnelles de 30%, dans les conditions de la convention d'intégration fiscale de la SGAM Covéa amendée.



## A.2. Résultat de souscription

### A.2.1. Performance de souscription

Au 31 décembre 2017, le chiffre d'affaires de MMA IARD Assurances Mutuelles, issu des affaires directes et des acceptations, s'établit à 50 M€ et se décompose de la manière suivante :

<i>En millions d'euros</i>	2017	2016
Réunion aérienne et spatiale	31	52
Acceptations	7	8
Autres opérations et coassurance	12	7
<b>Total Primes Acquisées</b>	<b>50</b>	<b>67</b>

**Tableau 2** : Chiffre d'affaires par segment significatif

Le chiffre d'affaires diminue de 17 M€ par rapport au 31 décembre 2016, suite à l'arrêt de la souscription des opérations de la Réunion Aérienne et Spatiale à compter de l'exercice 2017, opérations désormais assurées par MMA IARD.

<i>En millions d'euros</i>	2017	2016
Primes acquises brutes	51	67
Charge des sinistres	31	-44
Charge des autres provisions techniques	6	5
<b>Solde de souscription</b>	<b>87</b>	<b>29</b>
Frais d'acquisition et d'administration	-12	-12
Autres produits et charges	-6	-4
<b>Solde de gestion</b>	<b>-18</b>	<b>-17</b>
<b>Solde de réassurance</b>	<b>-64</b>	<b>10</b>
<b>Résultat technique hors produits financiers</b>	<b>5</b>	<b>22</b>

**Tableau 3** : Résultat technique hors produits financiers

Le ratio de sinistralité net de réassurance s'élève à 55% contre 42% à fin 2016. L'exercice 2016 bénéficiait d'une sinistralité très favorable sur l'activité Réunion Aérienne et l'exercice 2017 est marqué par un dégagement important suite au dénouement du dossier World Trade Center, intégralement cédé aux réassureurs.

Le solde de gestion s'élève à 18 M€ et représente 36% du chiffre d'affaires contre 25% à fin 2016. Cette évolution résulte de la baisse du chiffre d'affaires sur l'exercice.

Le ratio combiné de MMA IARD Assurances Mutuelles s'établit à 90% contre 67% à fin 2016.

## A.3. Résultat des investissements

Les activités exercées par MMA IARD Assurances Mutuelles l'exposent, par leur nature, à des risques sur de longues périodes. En conséquence, la société investit une part importante de ses actifs dans des produits stables et de long terme : les produits de taux, des obligations d'Etats et d'entreprises principalement.

Son portefeuille est également composé d'actions et de placements immobiliers qui en dynamisent la rentabilité, ainsi que d'autres actifs divers (parts de fonds communs de placement, liquidités ...).

Les produits financiers nets d'MMA IARD Assurances Mutuelles se décomposent, par classe d'actif, de la façon suivante :

<i>En millions d'euros</i>	2017			2016		
	Revenus financiers nets	Plus et moins-values nettes**	Produits financiers nets	Revenus financiers nets	Plus et moins-values nettes**	Produits financiers nets
Produits de taux	1	-0	1	3	-0	3
Actions*	13	0	13	19	4	22
Immobilier*	1	0	1	1	0	1
Autres	1	-	1	1	-	1
<b>Total</b>	<b>16</b>	<b>-0</b>	<b>16</b>	<b>23</b>	<b>4</b>	<b>27</b>

\* y compris parts dans les fonds d'investissement

\*\* y compris dépréciation

**Tableau 4** : Résultats financiers par classe d'actifs au 31.12.2017

Les produits financiers nets de MMA IARD Assurances Mutuelles s'élèvent à 16 M€ contre 27 M€ à fin 2016. Cette évolution résulte principalement de la diminution du dividende versé par MMA Participations combinée à un niveau de plus-values réalisées en baisse par rapport à 2016.

## A.4. Résultat des autres activités

MMA IARD Assurances Mutuelles n'exerce pas d'activité, en dehors de ses métiers de souscription et de placement, qui générerait des produits et dépenses significatifs.

## A.5. Autres informations

<i>En millions d'euros</i>	2017	2016
<b>Résultat technique</b>	<b>5</b>	<b>22</b>
<b>Produits financiers nets</b>	<b>16</b>	<b>27</b>
Autres produits nets non techniques	-4	-0
Résultat exceptionnel	0	8
Participation des salariés	-2	-
Impôt sur les bénéfices	-1	-13
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>14</b>	<b>45</b>

**Tableau 5** : Résultat net

Le résultat net de MMA IARD Assurances Mutuelles s'élève à 14 M€ contre 45 M€ à fin 2016. La participation versée aux salariés progresse grâce à la mise en place du statut commun à l'ensemble des salariés du groupe Covéa.

Aucune autre information importante concernant l'activité n'est à noter.

# B. Système de Gouvernance

## B.1. Informations générales sur le système de gouvernance

### B.1.1. Système de gouvernance Covéa

#### B.1.1.1. Organisation générale

Le système de gouvernance de MMA IARD Assurances Mutuelles s'inscrit dans l'organisation opérationnelle du Groupe Covéa. Axée sur la transversalité, celle-ci, met en action l'ensemble de compétences et de moyens techniques dédiés à l'exercice des activités du Groupe et de ses entreprises, ainsi qu'à leur maîtrise.

L'organisation opérationnelle Covéa repose sur une séparation claire des responsabilités et sur un dispositif efficace de communication, grâce notamment aux instances d'information et de décision en place. L'organisation Covéa favorise les coopérations et garantit une gestion saine et prudente de ses entreprises. Les fonctions supports y sont centralisées, au service de toutes les sociétés du Groupe.

Le Comité Exécutif Covéa constitue l'organe central opérationnel. Il est chargé, sous l'autorité du Président directeur général de Covéa, de mettre en œuvre la stratégie du Groupe définie par le Conseil d'Administration Covéa. Il décide des orientations nécessaires au développement, à la performance opérationnelle et à la gestion des risques de Covéa. Cette instance dispose d'une vision d'ensemble de toutes les sociétés du Groupe et traite de tous les sujets les intéressant.

L'organisation opérationnelle et le système de gouvernance qui en découlent assurent au Comité d'Audit et des Risques Covéa, au Conseil d'Administration de MMA IARD Assurances Mutuelles, et au Conseil d'Administration de Covéa une vision claire des responsabilités opérationnelles.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, l'organisation opérationnelle Covéa évolue<sup>2</sup>.

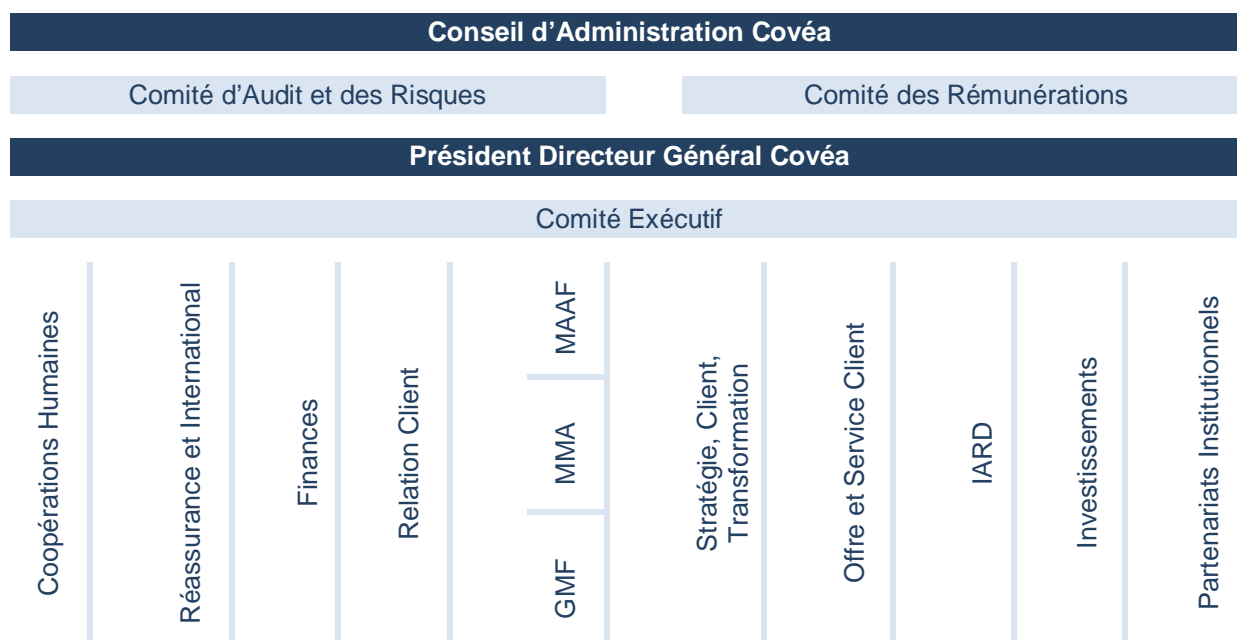


Figure 2 : Organisation opérationnelle Covéa au 1.01.2018

<sup>2</sup> <https://newsroom.covea.eu/download-pdf/5a462c0d2d40ce2ed92755a6>

### B.1.1.2. Le Comité d'Audit et des Risques Covéa

---

Le Comité d'Audit et des Risques, placé sous la responsabilité du Conseil d'Administration de Covéa, couvre l'ensemble des sociétés d'assurance et de réassurance contrôlées par le Groupe, dont MMA IARD Assurances Mutuelles.

Au 31 décembre 2017, le Comité d'Audit et des Risques de Covéa est composé de 9 membres. Le Comité d'Audit et des Risques est notamment chargé d'assurer le suivi :

- Du processus d'élaboration de l'information financière. En outre, au moment de l'arrêté des comptes annuels, il examine les comptes sociaux et les comptes combinés ;
- Du contrôle légal des comptes annuels par le ou les Commissaires aux comptes ;
- De l'indépendance des Commissaires aux comptes ;
- De l'efficacité des systèmes de contrôle interne ;
- De la politique, des procédures et des systèmes de gestion des risques et de l'efficacité de ces derniers ;
- Des travaux des fonctions clés.

En 2017, le Comité d'Audit et des Risques s'est réuni 9 fois. Le taux de participation de ses membres est de 100%.

### B.1.1.3. Le Comité des Rémunérations

---

Le Comité des Rémunérations, placé sous la responsabilité du Conseil d'Administration de Covéa, couvre les sociétés contrôlées par le Groupe, dont MMA IARD Assurances Mutuelles.

Au 31 décembre 2017, le Comité des Rémunérations de Covéa est composé de 3 membres. Le Comité des Rémunérations est notamment chargé :

- D'examiner sur la base du profil de risque de l'entreprise, les conditions d'octroi et les critères se rattachant à la rémunération (fixe, variable, et tout autre complément) des mandataires sociaux non dirigeants, des dirigeants mandataires sociaux, des mandataires sociaux pouvant être considérés comme dirigeants effectifs et des cadres de direction, y compris ceux exerçant une fonction clé ;
- D'assurer un suivi global de l'évolution des rémunérations ;
- D'examiner la conformité de la politique de ressources humaines des sociétés aux principes édictés dans la politique de rémunération du groupe Covéa.

Le Comité des rémunérations peut émettre toutes propositions, selon les cas, au Conseil d'Administration Covéa, à la direction générale ou à la direction générale Ressources Humaines et Communication Interne.

Une fois par an, le Président du comité rend compte au Conseil d'Administration de Covéa des orientations, réflexions, appréciations et démarches engagées, le cas échéant, par le Comité dans le cadre de ses missions.

En 2017, le Comité des Rémunérations s'est réuni 5 fois. Le taux de participation de ses membres est de 100%.

## B.1.2. Structures de gouvernance de MMA IARD Assurances Mutuelles

---

### B.1.2.1. Le Conseil d'Administration

---

La société MMA IARD Assurances Mutuelles est administrée par un Conseil d'Administration, composé de 10 membres au 31 décembre 2017, conformément aux statuts qui en prévoient un nombre compris entre 5 et 14 :

- M. Thierry DEREZ, Président du Conseil d'Administration,
- M. Christian BAUDON, Vice-président,
- Mme Hélène BEJUI-HUGUES administrateur,
- M. Thierry CHARMETANT, administrateur,
- M. Michel COURSAT, administrateur,
- M. Christian DELAHAIGUE, administrateur,
- Mme Anne-José FULGERAS, administrateur,
- M. Christophe GUETTIER, administrateur,
- M. Eric LAGARDE, administrateur représentant les salariés,
- M. Jean-Claude SEYS, administrateur.

Certains administrateurs de MMA IARD Assurances Mutuelles sont également mandataires sociaux d'autres sociétés du Groupe.

Les mandats détenus par les administrateurs font l'objet d'un suivi particulier dans le cadre des obligations réglementaires relatives aux règles de cumul.

La durée du mandat des membres du Conseil d'Administration de MMA IARD Assurances Mutuelles est de 6 années.

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent. Il examine notamment l'orientation de la gestion de la société, les performances et les modifications réglementaires soumises à agrément.

Le Conseil d'Administration se tient aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. En 2017, il s'est réuni 7 fois et le taux de participation de ses membres est de 95,7 %.

Préalablement à la réunion des Conseils, un dossier de convocation est adressé aux administrateurs.

### B.1.2.2. La Direction Générale et les Dirigeants Effectifs

---

Le directeur général, M. Christian BAUDON et le directeur général délégué Investissements et Contrôle des Risques, Mme Sophie BEUVADEN sur son périmètre, tous deux en fonction jusqu'au 1er janvier 2018, sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Ils exercent ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément à l'Assemblée Générale et au Conseil d'Administration. Ils représentent la société dans ses rapports avec les tiers. Ils ont la faculté de déléguer leurs pouvoirs.

Pour mener à bien ses missions, le directeur général s'appuie sur l'organisation opérationnelle Covéa, en particulier :

- Les directions générales Covéa et le Comité Exécutif Covéa ;
- Des directions propres et des comités spécifiques à l'entreprise ou à son domaine d'activité.

Par ailleurs, la Directive Solvabilité II rend obligatoire la désignation de deux dirigeants effectifs au moins et leur notification à l'ACPR. Il s'agit de la mise en application du principe de gouvernement d'entreprise dit « des quatre yeux » : il prévient toute concentration des pouvoirs de direction opérationnelle sur un dirigeant unique et impose un double regard, au moins, lors de la prise de décisions impactant l'orientation de l'activité de l'entreprise.

Les dirigeants effectifs de MMA IARD Assurances Mutuelles, notifiés à l'ACPR, sont M. Thierry DEREZ, Président et jusqu'au 1er janvier 2018, M. Christian BAUDON, directeur général et Mme Sophie BEUVADEN, directeur général délégué.

A effet du 1er janvier 2018, M Philippe MASO Y GUELL RIVET a été nommé directeur général de la société MMA IARD Assurances Mutuelles, en remplacement de M Christian BAUDON. A compter de cette date, il est également dirigeant effectif de MMA IARD Assurances Mutuelles, aux côtés de M. Thierry DEREZ, Président.

Mme Sophie BEUVADEN a remis son mandat de directeur général délégué à effet du 1er janvier 2018 et n'a pas été remplacée.

### B.1.2.3. Les fonctions clés

---

Conformément aux exigences de la réglementation Solvabilité II, les responsables des fonctions clés de MMA IARD Assurances Mutuelles ont été notifiés à l'ACPR.

#### **Fonction Audit Interne**

La fonction Audit Interne a pour mission d'évaluer la pertinence et l'efficacité du système de contrôle interne et des autres composantes du système de gouvernance. Son titulaire est le directeur Audit Interne Groupe.

#### **Fonction Vérification de la conformité**

La fonction Vérification de la Conformité a pour missions de :

- Conseiller le directeur général et le Conseil d'Administration sur toutes les questions relatives au respect des dispositions législatives, réglementaires et administratives ;
- Evaluer l'impact possible de toute évolution de l'environnement juridique sur les opérations de l'entreprise ;
- Identifier et évaluer le risque de non-conformité associé ;
- Evaluer l'adéquation des mesures adoptées par les dirigeants pour prévenir tout manquement aux obligations réglementaires qui exposerait Covéa et ses entreprises à un risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, ou d'atteinte à la réputation.

Le titulaire de la fonction Vérification de la Conformité est le directeur de la Conformité et des Affaires Publiques et Réglementaires.

#### **Fonction Gestion des Risques**

La fonction Gestion des Risques a pour principales missions de :

- Procéder à l'évaluation interne des risques et de la solvabilité portant notamment sur :
  - Le besoin global de solvabilité ;
  - Le respect permanent des exigences de capital ;
  - L'écart entre le profil de risque et les hypothèses définies ;
- Identifier, évaluer et suivre l'ensemble des risques auxquels MMA IARD Assurances Mutuelles est exposée.

Le titulaire de la fonction Gestion des Risques est le directeur Contrôle des Risques.

#### **Fonction Actuarielle**

La fonction Actuarielle a pour missions de :

- Garantir le caractère approprié des méthodologies, des modèles et des hypothèses sous-jacents au calcul des provisions techniques ;
- Apprécier la qualité des données utilisées dans le cadre du provisionnement prudentiel ;
- Fournir un avis sur les politiques de souscription et de réassurance ;
- Etablir un rapport annuel reprenant le résultat des missions ci-dessus.

Le titulaire de la fonction Actuarielle est le directeur Actuariat Central Prudentiel Covéa.

## Autorité, ressources et indépendance des fonctions clés

Les fonctions clés sont positionnées, hiérarchiquement, à haut niveau dans l'organisation Covéa. Elles sont placées directement ou indirectement sous l'autorité d'une direction générale du Groupe. Ce positionnement garantit leur indépendance, leur faculté de s'exprimer librement et de jouir d'un accès non restreint à l'information. Il leur permet, de plus, d'être associées au processus de prise de décision et de disposer des ressources, autorité et expertise nécessaires à l'exercice de leurs fonctions.

Les fonctions clés participent aux réunions des instances dirigeantes, qu'elles informent des chantiers mis en œuvre dans le cadre de leurs missions et qui leur assurent l'accès à une information exhaustive sur les décisions stratégiques et les actions qui en découlent.

Les fonctions clés ont, en outre, un accès direct et permanent aux dirigeants effectifs ainsi qu'au Conseil d'Administration de l'entreprise. Elles interviennent, autant que nécessaire, auprès du Comité d'Audit et des Risques Covéa et rendent compte de manière régulière à ce dernier.

Enfin, les fonctions clés peuvent s'appuyer, dans l'exercice de leurs missions, sur des outils et ressources à leur disposition, parmi lesquelles :

- Des politiques Covéa, déclinées de façon cohérente au niveau de chaque entreprise d'assurance et de réassurance ;
- Un référentiel de processus commun et une base de données risques commune ;
- Des équipes de spécialistes dédiées dont les compétences sont mutualisées au sein du Groupe ;
- Des outils de production harmonisés permettant d'industrialiser les travaux pour le compte des sociétés du Groupe et ainsi, dans le même temps, de prendre en compte les spécificités de chaque entreprise pour assurer une supervision adaptée et complète.

Les fonctions clés de MMA IARD Assurances Mutuelles exercent également cette fonction pour d'autres sociétés du Groupe et/ou pour le Groupe lui-même, matérialisant la mutualisation des ressources et des compétences au sein de Covéa.

Cette organisation assure à chaque responsable de fonction clé l'indépendance requise pour exercer sa mission, les moyens humains et matériels nécessaires, la reconnaissance et l'accès libre aux différentes instances décisionnaires (dirigeants, Conseil d'Administration ou de Surveillance, Comité d'Audit et des Risques, Comité Exécutif).

### B.1.3. Politique et pratiques de rémunération

---

#### Politique de rémunération

Applicable au groupe Covéa, à ses entreprises affiliées et aux entités sur lesquelles il exerce une influence dominante, la politique de rémunération encadre la détermination des éléments d'indemnisation et/ou de rémunération de l'ensemble des mandataires sociaux, dirigeants et salariés de MMA IARD Assurances Mutuelles.

Elle s'inscrit dans un objectif global de promotion d'une gestion des risques saine, prudente et efficace, n'encourageant pas une prise de risque excédant les limites de tolérance de l'entreprise. La politique de rémunération a également pour finalité :

- De favoriser des pratiques de rémunération individuelle permettant la reconnaissance de contributions significatives au développement des activités, sans créer de conflit d'intérêt, et dans la limite des prises de risque assumées ;
- De développer des pratiques de rémunération variable collective, applicables au niveau de l'entreprise et, en sus, au niveau de Covéa ;
- De garantir l'absence d'incitation à une prise de risque préjudiciable aux sociétaires/clients.

Elle pose ainsi des principes généraux et des critères associés et définit un processus de mise en place, de suivi et de contrôle du dispositif.

La politique de rémunération et son annexe, le code du comité des rémunérations, ont été approuvés par le Conseil d'Administration de MMA IARD Assurances Mutuelles.

## Principes d'indemnisation des mandataires sociaux non dirigeants

Les sociétés du groupe Covéa, comme MMA IARD Assurances Mutuelles, peuvent attribuer des jetons de présence, des indemnités voire des rémunérations exceptionnelles ou des avantages en nature aux mandataires sociaux sous réserve que les textes le prévoient.

Le montant global et individuel versé tient compte de l'assiduité des membres du Conseil d'Administration et de leur participation éventuelle à des comités spécialisés, encouragée par le versement d'une indemnité supplémentaire.

## Principes de rémunération des dirigeants

Le Directeur général peut bénéficier le cas échéant, d'un contrat de travail, soit auprès de l'entreprise dans laquelle il exerce son mandat de dirigeant, soit auprès d'une autre entreprise Covéa dans le cadre des mises à disposition de ressources internes au Groupe.

Le mandat de dirigeant peut être rémunéré par une partie fixe et par une partie variable individuelle lisible, n'excédant pas 20 % de la part fixe annuelle. Lorsque la partie variable est liée à des critères de performance, son montant total est apprécié sur la base d'une combinaison de critères incluant une évaluation de la performance individuelle et, à chaque fois que cela est possible, du service, voire de l'entreprise ou de la marque concernée. Les critères quantitatifs et qualitatifs d'attribution de rémunération variable individuelle sont précis et établis en début de période. Les critères quantitatifs, réexaminés régulièrement, doivent être simples, peu nombreux, objectifs, mesurables et adaptés à la stratégie d'entreprise.

Des éléments complémentaires de rémunération en nature peuvent être accordés pour répondre aux contraintes liées à l'exercice de la fonction.

Des régimes de retraite supplémentaire sont, par ailleurs, en place au sein du Groupe. Ils sont, le cas échéant, intégrés dans la détermination des rémunérations accordées. Pour les régimes relevant de « l'article 39 », le bénéficiaire doit être mandataire social ou salarié de l'entreprise lorsqu'il fait valoir ses droits à la retraite. Dans le cadre des contrats à prestations définies :

- Les bénéficiaires doivent satisfaire à des conditions raisonnables d'ancienneté ;
- L'augmentation des droits potentiels est limitée, chaque année, à un pourcentage raisonnable de la rémunération du bénéficiaire, correspondant aux dispositions communément admises ;
- La période de référence prise en compte pour le calcul des prestations doit être de plusieurs années.

Enfin, aucune option sur action ou action n'est distribuée aux dirigeants par l'entreprise en rémunération de leurs fonctions.

## Principes de rémunération des autres salariés

La direction générale Ressources Humaines et Communication Interne du Groupe propose à la direction générale des critères de rémunération satisfaisants aux principes de la politique de rémunération :

- Cohérents, prenant en compte les salaires, les avantages sociaux (prévoyance, intéressement, participation...) et le cas échéant, les avantages en nature attachés à des missions spécifiques ou statuts particuliers (véhicule...);
- En phase avec la politique de prudence tant pour l'entreprise que pour ses clients ;
- Incitatifs à la prise de responsabilités.

Les principes encadrant l'attribution d'une part fixe et d'une part variable de rémunération ainsi que les dispositions concernant les régimes de retraite supplémentaires, applicables aux dirigeants le sont également aux directeurs et cadres dirigeants, y compris ceux exerçant une fonction clé.

Concernant les responsables de fonctions clés spécifiquement, la détermination de la rémunération et de son évolution sont appréciés selon des critères indépendants de la performance des services opérationnels et de celle des domaines soumis à leur contrôle. La partie fixe doit représenter une proportion suffisamment importante de leur rémunération globale pour d'une part, éviter toute prise de risques par l'entreprise, d'autre part, préserver l'indépendance de la fonction. La partie variable individuelle de rémunération, accordée le cas échéant, ne peut être assise sur des critères identiques ou approchant de ceux appliqués à l'équipe dirigeante afin d'éviter tout conflit d'intérêt.



## **B.1.4. Transactions importantes**

---

### **Avec des actionnaires**

Non applicable.

### **Avec des personnes morales exerçant une influence notable**

Non applicable.

### **Avec des administrateurs ou dirigeants**

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, les transactions qui ne porteraient pas sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales entre la société d'assurance et l'un de ses administrateurs ou dirigeants doivent être soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration, et font l'objet le cas échéant d'une convention. En 2017, aucune transaction importante n'a été réalisée.

## **B.1.5. Adéquation du dispositif de gouvernance aux risques**

---

Le système de gouvernance de MMA IARD Assurances Mutuelles, décrit au long du chapitre « B. Système de gouvernance » est en adéquation avec le profil de risque de l'entreprise, détaillé au chapitre « C. Profil de Risque ». L'existence de structures de gouvernance complémentaires au niveau du Groupe et au niveau de la société reflète le modèle économique de MMA IARD Assurances Mutuelles, adapté aux impératifs de son domaine d'activités (compétitivité, capacité d'innovation, solidité financière, conformité réglementaire, etc.).

MMA IARD Assurances Mutuelles est en effet engagée dans un processus de coopérations au sein groupe Covéa, lui permettant de réaliser des économies d'échelle, de peser davantage dans les négociations avec les partenaires et prestataires, de mutualiser les investissements ou de partager les bonnes pratiques. La mise en commun des moyens et compétences, appliquée à certaines fonctions bénéficiant sensiblement de l'effet taille (fonctions support), permet en parallèle d'allouer des ressources et de concentrer des moyens au pilotage des activités et des risques propres à MMA IARD Assurances Mutuelles.

---

## B.2. Exigences d'honorabilité et de compétence

---

Les exigences et les processus mis en œuvre en matière d'honorabilité et de compétence au sein de MMA IARD Assurances Mutuelles sont définis dans une politique dédiée. Etablie au niveau du Groupe, elle s'applique aux membres des Conseils d'Administration ou de Surveillance, aux directeurs généraux et aux titulaires des fonctions clés du Groupe, des entreprises affiliées et des entités sur lesquelles le Groupe exerce une influence dominante.

Les titulaires des fonctions visées par la politique doivent répondre à tout moment aux exigences d'honorabilité, de probité et de bonne santé financière définies. Ils doivent, en particulier, justifier de l'absence de condamnation définitive (criminelle, délictuelle, disciplinaire, administrative), de surendettement personnel ou de redressement judiciaire. La collecte et l'examen des pièces justifiant de l'honorabilité des responsables concernés est réalisée lors de leur prise de fonction puis, périodiquement, au cours leur mandat.

La politique Honorabilité et Compétence encadre également les procédures visant à s'assurer que les titulaires des fonctions concernées disposent des connaissances, compétences, qualités et expériences professionnelles nécessaires et adaptées :

- Collectivement, aux caractéristiques de l'activité, à la nature, à la taille et à la complexité des risques de l'entreprise ;
- Individuellement, aux fonctions spécifiques qui leurs sont confiées.

La collecte et l'examen des pièces justifiant des compétences individuelles est réalisée lors de la prise de fonction puis, périodiquement, au cours du mandat des responsables concernés. La société procède périodiquement à une évaluation du Conseil d'Administration afin d'apprécier son mode de fonctionnement et de s'assurer qu'il dispose collectivement des compétences nécessaires.

Le Groupe organise régulièrement des sessions de formation pour l'ensemble des administrateurs, destinées à développer leurs compétences ou à les familiariser avec les problématiques nouvelles pouvant impacter l'activité de Covéa et de ses entités.

- Le 27 janvier 2017, une session sur les thèmes de la « Gestion financière » et des « Principes et fondamentaux de la réassurance » a été proposée aux nouveaux membres des Conseils d'Administration.
- Les administrateurs ont également été conviés le 22 novembre 2017 à participer à la Journée des administrateurs et dirigeants de l'Association des Assureurs Mutualistes consacrée à la « Démocratie mutualiste à l'ère du digital ».

La politique en matière d'honorabilité et de compétences a été approuvée par le Conseil d'Administration de MMA IARD Assurances Mutuelles.

---

## B.3. Système de gestion des risques

---

### B.3.1. Organisation du dispositif de gestion des risques Covéa

---

Le dispositif de gestion des risques Covéa a pour missions de détecter, analyser, mesurer, gérer, surveiller et rapporter en permanence, avec anticipation, l'ensemble des risques auxquels les entités Groupe Covéa, telle MMA IARD Assurances Mutuelles, sont soumises.

A cet égard, le dispositif de gestion des risques :

- Couvre les risques inclus, partiellement inclus et non inclus dans le capital de solvabilité requis en norme Solvabilité II, aux techniques de réduction des risques ainsi qu'aux risques liés aux méthodes de valorisation du bilan prudentiel.
- Maintient une cartographie des risques par société et pour le Groupe, élaborée à partir d'une méthode, d'un référentiel de processus et d'une nomenclature des risques communs et harmonisés au sein du Groupe. La cartographie identifie dans l'entreprise les directions propriétaires des différents risques.
- S'appuie sur les processus d'évaluation interne des risques et de la solvabilité dits processus « ORSA<sup>3</sup> ». Dans ce cadre, des reportings relatifs aux risques de chaque entreprise, à destination des instances de gouvernance, émanent du dispositif de gestion des risques, dont le Rapport ORSA annuel en particulier.
- Est encadré par une politique générale de gestion des risques ainsi que par des politiques détaillées de gestion des risques par domaine (souscription, provisionnement, réassurance, investissements, gestion actif-passif etc.). Ces politiques sont approuvées annuellement par le Conseil d'Administration.

Le dispositif de gestion des risques doit, de plus, garantir une déclinaison opérationnelle pertinente de la stratégie Covéa et de l'appétence au risque du Groupe, au niveau des sociétés sous son contrôle, en effectuant, notamment, une revue critique des plans d'activité. Il s'assure que les plans d'activité produits respectent le cadre général de l'appétence au risque du Groupe et que les risques inhérents à ces plans d'activité sont maîtrisables. Le dispositif de gestion des risques participe ainsi à sécuriser la prise de décision. Il s'appuie à cette fin sur les politiques détaillées de gestion des risques qui font le lien entre la stratégie et les responsabilités des directions métiers, et vérifie que les limites opérationnelles décrites sur chaque domaine considéré sont cohérentes avec l'appétence globale définie dans la stratégie du Groupe. Les études visant à faire évoluer le niveau et les limites de risque sont réalisées en s'assurant que les risques pris ne portent atteinte ni à la pérennité du Groupe et de ses entités, ni à la protection des assurés.

Le dispositif de gestion des risques s'attache à mobiliser les collaborateurs autour d'une vision commune des principaux risques et à les sensibiliser aux risques inhérents à leur activité. La diffusion de communications internes variées au sein du Groupe et des entreprises Covéa et l'animation de formations dédiées à la gestion des risques entrent dans son périmètre de compétences.

La mise en œuvre globale du dispositif de gestion des risques est confiée, au sein de la direction générale Investissements et Contrôle des Risques Covéa, à la direction Contrôle des Risques. Son responsable est également le titulaire de la fonction clé gestion des risques.

D'autres acteurs contribuent également au dispositif de gestion des risques :

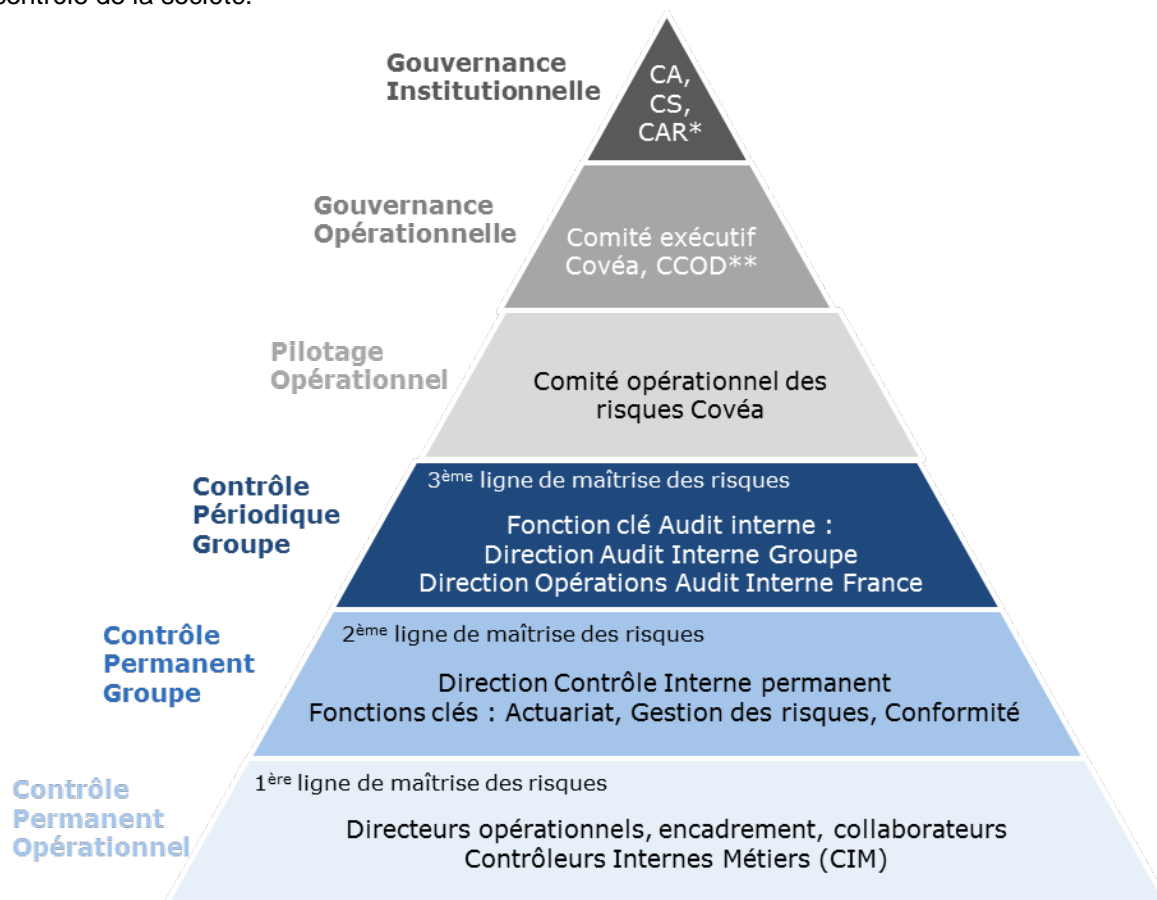
- La direction Pilotage, Performance et Participations est en charge du déploiement du processus stratégique budgétaire et financier en lien avec la stratégie Covéa ;
- La direction du Contrôle Interne Permanent supervise le suivi et la maîtrise des risques opérationnels ; elle participe à l'élaboration de la cartographie des risques ;
- La direction générale Comptes et Communication Financière, qui regroupe les directions comptables et pilote le processus de notation Groupe ;

---

<sup>3</sup> ORSA : Own Risk and Solvency Assessment - Evaluation interne des risques et de la solvabilité

- Les autres fonctions clés du Groupe sont également des acteurs du dispositif de gestion des risques Covéa, impliqués dans le contrôle périodique (i.e. Audit Interne Groupe et France) et permanent (i.e. Conformité, Actuariat) Groupe ;
- Plus largement, l'ensemble des directions métiers et des collaborateurs participe à la maîtrise des risques.

La gouvernance du dispositif de gestion des risques Covéa s'inscrit dans le dispositif global de contrôle de la société.



\* Conseil d'Administration, Conseil de Surveillance, Comité d'Audit et des Risques

\*\* Comité de Coordination Opérationnel et de Développement

**Figure 3 :** Dispositif global de contrôle

Le Groupe Covéa exerce la primauté stratégique sur les sociétés opérationnelles. Le Conseil d'Administration de Covéa approuve ainsi les orientations stratégiques, déclinées par marque et par marché ainsi que le cadre général d'appétence aux risques associé aux orientations.

Le Comité d'Audit et des Risques Covéa examine l'identification des risques et les scénarios de stress réalisés ; il analyse le rapport ORSA avant son passage en Conseil.

Au niveau de la direction générale, le Comité Exécutif participe à l'identification des risques et des scénarios de stress à retenir, valide les actions de gestion, de prévention, de suivi et de correction ainsi que le déclenchement d'un exercice ORSA exceptionnel, le cas échéant.

Le Comité Opérationnel des Risques est l'instance décisionnelle ayant autorité sur les questions opérationnelles relatives aux travaux ORSA, à l'élaboration des cartographies des risques des entreprises Covéa et du Groupe, aux travaux du contrôle interne (plans de contrôle, résultats des contrôles clés, examen des principaux incidents, cotation des risques sociétés, suivi des plans d'actions, alertes ...), et aux activités de la direction de la Conformité. Il constitue par ailleurs un organe de partage des travaux menés par la direction de l'Audit Interne.

### B.3.2. Détails des processus relatifs à l'ORSA

---

L'ORSA est un processus majeur du dispositif de gestion des risques, encadré par la politique ORSA Covéa, approuvée par les Conseils d'Administration de MMA IARD Assurances Mutuelles et de Covéa. Il constitue un outil opérationnel central permettant d'identifier, d'analyser, de mesurer, de gérer, de surveiller et de rapporter les risques auxquels le Groupe Covéa et ses entités sont soumis. Sa mise en œuvre met en jeu quatre processus principaux.

Les travaux sur la solvabilité propre de chaque entreprise consistent, d'abord, à identifier et à évaluer, sur la base des calculs effectués dans le cadre du pilier 1 de la Directive Solvabilité II notamment, l'ensemble des risques bruts auxquels l'entreprise est exposée. Les écarts notables entre le profil de risque ainsi établi et le capital de solvabilité requis, obtenu en application de la formule standard, sont analysés. Le chapitre « C. Profil de risque » du présent document détaille ce processus.

Le besoin global de solvabilité (solvabilité prospective), c'est-à-dire la projection de la solvabilité propre, en continuité d'exploitation, sur l'horizon du business plan, constitue un second processus relevant de l'ORSA. Dans ce cadre, un scénario central est établi ; il intègre les ambitions stratégiques et est aligné sur les politiques de gestion des risques et du capital. Des scénarios de stress sont également exploités pour vérifier la robustesse de la solvabilité dans des conditions adverses. Aux scénarios de stress sont associés des procédures de pilotage des risques, des décisions de gestion à appliquer en situations extrêmes ainsi que des mesures de prévention ou de réduction des risques. L'évaluation du besoin global de solvabilité permet d'établir le besoin éventuel de fonds propres sur l'horizon de gestion et d'en optimiser la gestion.

Le cadre quantitatif de surveillance des risques est le troisième processus associé à l'ORSA. Sa mission consiste à garantir la conformité permanente de la solvabilité avec le cadre d'appétence aux risques d'une part et les exigences prudentielles de couverture (du capital de solvabilité requis, du minimum de capital requis ...) d'autre part. A cette fin, le dispositif mis en œuvre est proportionné à la nature, à la taille et à la complexité des risques de l'entreprise, à la volatilité de ses fonds propres, à son niveau de solvabilité à la dernière date de référence ainsi qu'au cadre d'appétence et aux limites de risques qui lui sont fixées. Des zones de confort, par rapport aux indicateurs impactant l'entreprise, sont ainsi établies sur la base d'analyses de sensibilité instantanée.

Avec le processus de surveillance continue, les indicateurs de suivi permettent enfin d'estimer si la solvabilité se situe dans les zones de confort définies précédemment. En cas d'alerte, l'entreprise a recours à un ensemble d'actions proportionnées, complémentaires aux tâches de gestion quotidienne ou en rupture, pouvant conduire, suivant la procédure d'escalade, à la réalisation d'un ORSA exceptionnel en cas de changement notable du profil de risque. Le processus de surveillance continue permet enfin d'évaluer la déformation du profil de risque d'un exercice à l'autre.

Ainsi mis en œuvre, l'ORSA permet l'implémentation concrète du dispositif de gestion des risques dans :

- Le fonctionnement opérationnel de l'entreprise en intégrant, en fédérant et en harmonisant les contributions de toutes les directions métiers ;
- Le pilotage stratégique en anticipant les impacts de situations inattendues mais possibles et sur les actions de gestion à mettre en place ;
- La réflexion sur l'allocation des fonds propres au sein du Groupe

Les résultats des analyses qui émanent du processus ORSA sont présentés annuellement au moins, dans un rapport dédié, établi pour chaque société d'assurance et de réassurance du Groupe, dont MMA IARD Assurances Mutuelles, et pour le Groupe lui-même. Ce rapport ORSA est soumis à la validation du Conseil d'Administration ou Conseil de Surveillance de l'entité concernée et remis à l'ACPR.

---

## B.4. Système de contrôle interne

---

### B.4.1. Le système de conformité

---

#### Mise en œuvre de la fonction vérification de la conformité

La fonction Vérification de la Conformité de MMA IARD Assurances Mutuelles est incarnée et mise en œuvre par le directeur de la Conformité et des Affaires Publiques et Réglementaires Covéa. Celui-ci anime et encadre le dispositif de conformité et rend compte de ses activités au Comité d'Audit et des Risques Covéa.

La fonction Vérification de la Conformité qu'il incarne a pour missions :

- De conseiller le directeur général et le Conseil d'Administration sur toutes les questions relatives au respect des dispositions législatives, réglementaires et administratives ;
- D'évaluer l'impact possible de toute évolution de l'environnement juridique sur les opérations de l'entreprise ;
- D'identifier et évaluer le risque de conformité associé ;
- D'évaluer l'adéquation des mesures adoptées par les dirigeants pour prévenir tout manquement aux obligations réglementaires qui exposerait Covéa et ses entreprises à un risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, ou d'atteinte à la réputation.

Pour mener à bien ces missions, le système de conformité s'appuie sur un dispositif de veille permettant d'anticiper et d'analyser les évolutions réglementaires, d'en mesurer les impacts sur les activités exercées au sein du Groupe et de s'assurer de leur implémentation opérationnelle. Il dispose également d'un référentiel des principales obligations légales et réglementaires applicables aux entreprises d'assurance et de réassurance.

Par ailleurs, le système de conformité assure un rôle de conseil et d'accompagnement auprès des directions générales des sociétés qui composent le groupe Covéa. Chaque direction générale est, en effet, responsable de la conformité des activités de son entreprise devant le Conseil d'Administration ou de Surveillance et devant l'ACPR. A ce titre, chacune est tenue de mettre en œuvre les moyens et l'organisation nécessaires au respect des règles qui régissent ses activités.

La direction de la Conformité, des Affaires Publiques et Réglementaires et la direction Contrôle Interne Permanent établissent, conjointement chaque année un plan de vérification de la conformité constitué de contrôles thématiques approfondis (de fréquence quinquennale au moins) et de contrôles permanents annuels.

La direction Contrôle Interne Permanent Covéa, indépendante des activités opérationnelles, est en charge de la réalisation des contrôles de conformité ainsi programmés.

Les conclusions de ces contrôles (i.e. résultats et actions de mise en conformité) font l'objet d'une présentation au Comité d'Audit et des Risques Covéa.

La méthodologie et les outils de gestion des risques opérationnels Covéa sont déployés afin de collecter les incidents et de cartographier le risque de non-conformité. Le directeur en charge de la fonction Vérification de la Conformité bénéficie d'un accès non restreint à ces informations.

## B.4.2. Le Dispositif de contrôle interne

---

### B.4.2.1. Objectifs et missions du dispositif de contrôle interne

---

Le système de contrôle interne est une composante du système global de gestion des risques<sup>4</sup> s'attachant à l'identification, à l'évaluation et au pilotage des risques opérationnels.

Le Conseil d'Administration de Covéa ainsi que les Conseils d'Administration ou de Surveillance des entreprises du Groupe ont approuvé la révision de la politique de contrôle interne. Celle-ci s'appuie sur le référentiel de place COSO<sup>5</sup> adopté par Covéa, et décrit les ambitions, les principes d'organisation et le fonctionnement des activités de contrôle interne au sein du Groupe.

Les objectifs du dispositif de contrôle interne Covéa sont, dans ce cadre, d'assurer :

- La conformité aux lois et règlements auxquels la société est soumise ;
- L'application des instructions et des orientations fixées par la direction générale ;
- Le bon fonctionnement des processus internes de la société, notamment ceux concourant à la sauvegarde de ses actifs (corporels ou incorporels comme le savoir-faire ou la réputation) ;
- La fiabilité des informations financières à travers notamment la séparation des tâches, l'identification de l'origine de l'information, la conformité aux principes comptables, etc.

D'une façon générale, le dispositif de contrôle interne de l'entreprise concourt à la maîtrise de ses activités, à l'efficacité de ses opérations et à l'utilisation efficiente de ses ressources.

Pour remplir ces objectifs, le dispositif de contrôle interne assume différentes responsabilités :

- Définir le cadre de référence du contrôle interne, le faire évoluer et piloter sa mise en œuvre ;
- Former et sensibiliser les collaborateurs et dirigeants du Groupe à la culture du contrôle interne permettant de s'assurer que tous les collaborateurs ont connaissance de leur rôle dans le dispositif de contrôle interne ;
- Evaluer les risques opérationnels, puis contribuer à l'analyse des incidents et des dispositifs de maîtrise associés ;
  - La gestion des incidents est un processus qui a deux finalités : améliorer l'efficacité des dispositifs de maîtrise des risques d'une part ; contribuer à la quantification des risques opérationnels, au niveau de l'entité notamment, d'autre part.
  - La collecte des incidents s'appuie sur une charte et un processus qui ont été validés par le Comité Exécutif, ainsi que sur un outil qui permet de rattacher les incidents aux risques concernés.
  - Ce processus intervient dans l'évaluation de l'efficacité des dispositifs de maîtrise des risques et permet de mettre en œuvre des plans d'actions pour éviter la survenance et limiter les impacts de ces incidents.
  - Il repose sur l'analyse, par le contrôleur interne de chaque entité, des dysfonctionnements des processus métier signalés par les collaborateurs. Après instruction des dysfonctionnements qu'il juge significatifs, le contrôleur interne métier les propose pour arbitrage en incidents au directeur de l'entité métier.
- Contrôler la bonne exécution du dispositif de contrôle interne ;
- Informer les instances de gouvernance des sujets relatifs au contrôle interne et les alerter sur les zones à risque, si nécessaire.

Le dispositif de contrôle interne est doté d'un mode d'organisation garantissant son indépendance et lui permettant de remplir efficacement ses missions.

---

<sup>4</sup> Cf. Figure 3 : Dispositif global de contrôle

<sup>5</sup> COSO est l'acronyme de Committee Of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission, une commission qui établit une définition standard du contrôle interne et crée un cadre pour évaluer son efficacité

## B.4.2.2. Organisation du dispositif de contrôle interne

---

Le dispositif de contrôle interne du Groupe est confié à la direction du Contrôle Interne Permanent Covéa rattachée à la direction du Contrôle des Risques.

Le dispositif de contrôle interne s'applique à Covéa, société de groupe d'assurance mutuelle, à ses entreprises affiliées et à l'ensemble des sociétés d'assurance et de réassurance, françaises et étrangères, contrôlées majoritairement par le Groupe Covéa ; des adaptations peuvent y être apportées par ces entreprises lorsque leur organisation, leur localisation ou leur activité le justifie.

La direction Contrôle Interne Permanent Groupe assure, en liaison avec les directions concernées de Covéa, un rôle de pilotage, de coordination, d'animation et de suivi au sein du Groupe, impliquant en particulier :

- La diffusion de normes, de formats de communication d'information, de guides opératoires et d'outils ;
- L'assistance aux entités du Groupe dans la mise en œuvre de dispositifs de contrôle interne adéquats ;
- La centralisation, l'exploitation et le contrôle des informations transmises par les entreprises ;
- L'élaboration de cartographies des risques dans les entités du Groupe et le scoring des risques majeurs associés.

Le Comité Exécutif Covéa est en charge de la définition des orientations stratégiques en matière de contrôle interne et de vérification de la conformité. Il est tenu informé du degré de maîtrise des activités des entités du Groupe. Il veille à l'existence et à la pertinence du dispositif de contrôle interne. Il valide, au plan opérationnel, la politique de Contrôle Interne Covéa, avant son approbation par le Conseil d'Administration Covéa et des Conseils d'Administration ou de Surveillance des sociétés concernées.

Le Comité d'Audit et des Risques Covéa, dans le cadre de sa mission de suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, contrôle le respect de la politique et rend compte au Conseil d'Administration Covéa.

---

## B.5. Fonction Audit interne

---

### B.5.1. Objectifs et missions de la fonction audit interne

---

La fonction audit interne de la société MMA IARD Assurances Mutuelles a pour finalité de procurer au Conseil d'Administration et aux dirigeants de la société, une assurance raisonnable quant à la conformité et à la maîtrise des opérations en évaluant périodiquement l'adéquation des dispositifs de gouvernance, de contrôle interne et de gestion des risques en vigueur, en émettant des recommandations pour remédier aux éventuelles insuffisances détectées et en effectuant le suivi de leur mise en œuvre.

Par son action, la fonction audit interne contribue à l'amélioration de la maîtrise des risques et des performances de l'organisation.

Les missions de la fonction audit interne sont les suivantes :

- Elaborer et actualiser régulièrement le plan d'audit pluriannuel fondé notamment sur l'analyse des risques et couvrant les principales activités de la société ;
- Réaliser les missions d'audit inscrites au plan pluriannuel, ainsi que les missions non programmées confiées par la direction générale ;
- S'assurer de la mise en œuvre des recommandations formulées dans les rapports d'audit interne ;
- Rendre compte régulièrement des travaux d'audit interne à la direction générale et au Comité d'Audit et des Risques Covéa.



## B.5.2. Organisation et périmètre de la fonction audit interne

---

La fonction d'audit interne exerce le contrôle périodique (3<sup>ème</sup> ligne de maîtrise). Dans le dispositif global de contrôle<sup>6</sup> interne, elle s'assure, notamment, de l'adéquation et de l'efficacité des deux premières lignes de maîtrise formant le contrôle interne permanent.

Le périmètre d'intervention de la fonction audit interne s'étend à l'ensemble des activités et entités sur lesquelles la société exerce un contrôle, en priorité sur les activités d'assurance ou qui lui sont connexes. La fonction audit interne de la société peut également être amenée à effectuer des missions sur des filiales détenues conjointement avec un partenaire ou sur des participations minoritaires avec l'accord des autres actionnaires.

## B.5.3. Indépendance et compétence de la fonction audit interne

---

La fonction audit interne de la société est une activité de contrôle indépendante et objective, exclusive de toute fonction opérationnelle, placée sous l'autorité directe de la Présidence-Direction Générale du groupe Covéa. Elle a un accès direct et permanent aux dirigeants et au Conseil d'Administration de la société.

Dans le cadre de leur mission, les auditeurs internes sont soumis aux principes déontologiques et règles de conduite émanant du code de Déontologie de l'IFACI (Institut Français de l'Audit et du Contrôle internes) : intégrité, objectivité, confidentialité, compétence.

Les auditeurs internes ont une formation initiale supérieure et/ou un parcours professionnel qui leur ont permis d'acquérir des compétences techniques variées et de développer les qualités personnelles nécessaires à l'exercice de leur fonction. L'efficacité et l'équilibre de l'équipe résident dans la complémentarité des compétences, la diversité des recrutements et l'importance de la formation permanente.

Les auditeurs sont membres de l'IFACI et bénéficient d'un parcours d'intégration. Ils suivent régulièrement des formations ad hoc pour garantir leur compétence sur les sujets traités. En outre, la fonction audit interne promeut les certifications individuelles des auditeurs.

Par ailleurs, en complément de ses ressources, la fonction audit interne peut faire appel, selon ses besoins (expertise technique requise, ressources à compléter, besoin d'une vision marché...), à de la prestation externe qui demeure sous sa responsabilité et sous son pilotage.

## B.5.4. Mise en œuvre de la fonction audit interne

---

Les activités de la fonction audit interne sont menées dans le respect du cadre de référence de l'audit interne Covéa (politique, charte, mémento de l'audit et manuel d'audit interne).

Les missions réalisées sont issues du plan d'audit examiné et validé par le Comité d'Audit et des Risques Covéa couvrant MMA IARD Assurances Mutuelles, ainsi que des demandes prioritaires éventuelles émanant de ce même comité ou de la direction générale. La couverture d'audit est pilotée selon un axe opérationnel, pour obtenir une vision par activité et s'assurer que les enjeux prioritaires de la société sont correctement appréhendés sur un cycle d'audit glissant de 5 ans au maximum.

La fonction audit interne met en œuvre une démarche proportionnée aux enjeux et fondée sur les risques. Les missions réalisées sont de deux natures : audit de la société ou de ses activités. L'audit de la société a pour but d'évaluer la situation stratégique, économique et financière, les dispositifs de gouvernance, de contrôle interne et de gestion des risques. L'audit d'activité (y compris activité sous-traitée) évalue la conformité et la maîtrise d'un ou plusieurs processus spécifiques et des dispositifs de contrôle interne associés.

La fonction audit interne de MMA IARD Assurances Mutuelles est mise en œuvre par les équipes dédiées de la direction Opérations Audit Interne France.

La direction Audit Interne Groupe supervise fonctionnellement la fonction audit interne de la société. Elle s'assure de sa correcte mise en œuvre à travers, principalement :

---

<sup>6</sup> Cf. Figure 3 : Dispositif global de contrôle

- L'application de la politique d'audit interne du Groupe et du respect du cadre de référence méthodologique défini par le Groupe ;
- L'examen annuel du plan d'audit de la société ;
- La communication appropriée des travaux et résultats d'audit auprès des instances de gouvernance.

Le responsable de la fonction clé audit interne rend compte régulièrement des travaux et du niveau global de maîtrise des opérations à la direction générale et au Comité d'Audit et des Risques Covéa. Par ailleurs, chaque mission finalisée fait l'objet d'une synthèse (objectifs, chiffres clés, conclusions et recommandations majeures) diffusée aux membres du Comité Exécutif du groupe Covéa. Ce dernier est également destinataire du tableau de bord trimestriel d'activité de l'audit interne qui trace l'avancement du plan d'audit et l'évolution de la mise en œuvre des recommandations.

Une évaluation externe indépendante et régulière de la fonction est réalisée dans le cadre de la certification délivrée par IFACI Certification. Ce label atteste de la conformité aux exigences du Référentiel Professionnel d'Audit Interne (*RPAI*). Il constitue pour l'ensemble des parties prenantes un gage quant à la qualité des prestations fournies et du fonctionnement des activités d'audit interne. La dernière certification IFACI, valable 3 ans, a été délivrée en novembre 2015 puis confirmée en 2016 et en 2017 à la suite des revues annuelles. En complément, la fonction audit interne s'est dotée d'un Programme d'Assurance et d'Amélioration de la Qualité (*PAAQ*).

---

## B.6. Fonction Actuarielle

---

### B.6.1. Objectifs et missions de la fonction actuarielle

---

La fonction Actuarielle a pour missions de garantir le caractère approprié des méthodologies, des modèles et des hypothèses sous-jacents au calcul des provisions techniques. Elle apprécie également la qualité des données utilisées dans le cadre du provisionnement prudentiel. La fonction Actuarielle établit un rapport dans lequel elle présente ses conclusions sur l'évaluation des provisions techniques et porte un avis sur les politiques de souscription et de réassurance. Ce rapport annuel est adressé au Comité Exécutif Covéa et au Conseil d'Administration ou de Surveillance de l'entité concernée.

L'ensemble des travaux de la fonction Actuarielle participe au renforcement du système de gestion des risques, en améliorant la connaissance et le pilotage des risques sous-jacents à l'activité.

La fonction Actuarielle est l'une des composantes du dispositif global de contrôle<sup>7</sup> de la société. Elle participe, avec la direction du Contrôle Interne Permanent et les fonctions Vérification de la Conformité et Gestion des risques, à la seconde ligne de maîtrise du dispositif : le contrôle permanent Groupe.

### B.6.2. Organisation et périmètre de la fonction actuarielle

---

La fonction actuarielle Covéa est mise en œuvre par la direction Actuariat Central Prudentiel Covéa pour le Groupe ainsi que pour certaines des entreprises françaises qui le composent, dont MMA IARD Assurances Mutuelles.

Au sein de la filière non vie, les activités sont séparées en périmètres distincts confiés à des responsables indépendants :

- La direction Provisionnement non-vie Covéa est responsable de la détermination des provisions techniques en normes françaises.
- Le pôle Actuariat central non vie de la direction Actuariat Central Prudentiel Covéa a la charge des calculs, en normes Solvabilité II, des provisions en meilleure estimation, de la marge pour risque et du capital de solvabilité requis au titre du risque de souscription en non vie.

---

<sup>7</sup> Cf. Figure 3: Dispositif global de contrôle

- Le pôle Etudes et Fonction Actuarielle de la direction Actuariat Central Prudentiel Covéa assure la déclinaison opérationnelle des missions de la fonction actuarielle. Il se charge de la construction des rapports actuariels du Groupe et des entreprises du Groupe intégrées au périmètre de la fonction clé Actuariat Covéa. Ce pôle d'expertise ne participe pas directement aux travaux de provisionnement. Il anime le dispositif de revue et reporte directement au responsable de la fonction actuarielle en lui fournissant toutes les informations nécessaires à la réalisation de ses missions.

Une telle organisation permet de garantir l'indépendance du calcul des provisions prudentielles et de leur supervision par la fonction actuarielle, ainsi que l'homogénéité des outils et des données.

### **B.6.3. Mise en œuvre de la fonction actuarielle**

---

Les travaux de la fonction actuarielle sont réalisés tout au long de l'exercice autour de grands thèmes :

- La validation des provisions techniques ;
- La revue de la qualité des données utilisées pour leur calcul des provisions techniques ;
- La revue de la politique de souscription et de sa mise en œuvre ;
- La revue de la politique de réassurance, au regard des programmes de réassurance effectifs.

Les conclusions de ces revues sont formalisées dans le rapport de la fonction actuarielle, rédigé annuellement.

Pour mener à bien ses missions, la fonction actuarielle s'appuie sur le dispositif global de contrôle<sup>8</sup> de l'entreprise. Ainsi, les résultats et recommandations du système de contrôle interne permanent et de la fonction audit interne, en lien avec l'appréciation de la qualité des processus de provisionnement, la qualité des données, la souscription et la réassurance, permettent à la fonction Actuarielle d'identifier des thématiques prioritaires devant être approfondies au cours de l'exercice. La coordination des fonctions clés, réalisée notamment grâce au Comité Opérationnel des Risques, permet également d'orienter les travaux de la fonction Actuarielle sur la base d'une connaissance partagée des enjeux et risques matériels identifiés pour MMA IARD Assurances Mutuelles.

---

## **B.7. Sous-traitance**

---

### **Politique**

L'organisation de Covéa repose sur le développement de pôles de compétences communs aux sociétés du Groupe. Dans le cadre de la mutualisation des moyens, certaines activités de MMA IARD Assurances Mutuelles sont sous-traitées en interne, aux directions Covéa ou à d'autres entités du Groupe. Par ailleurs, de façon ciblée et justifiée, certaines activités peuvent être sous-traitées à l'extérieur du Groupe.

La politique de sous-traitance du Groupe, adoptée par le Conseil d'Administration de MMA IARD Assurances Mutuelles encadre ces activités. Elle fixe ainsi un cadre général de fonctionnement applicable à la fois à la sous-traitance interne et externe. Les principes et règles qu'elle instaure visent à garantir la conformité des activités sous-traitées aux réglementations applicables et leur maîtrise par les dirigeants de l'entreprise.

A cette fin, des principes concernant le choix des prestataires et les modalités de contractualisation sont fixés par la politique.

### **Choix des prestataires et modalités de contractualisation**

Un examen approfondi est requis en amont de tout engagement contractuel et de la réalisation des prestations. Il porte sur la vérification des aptitudes, capacités et agréments légaux, le cas échéant, des entreprises candidates, ainsi que sur l'absence de conflit d'intérêts, manifeste ou potentiel, et sur les mesures prises pour s'en prémunir.

---

<sup>8</sup> Cf. Figure 3: Dispositif global de contrôle

Le contrat de sous-traitance est un accord écrit qui définit clairement les droits et obligations respectifs de l'entreprise cliente et du prestataire de services. Il doit être en conformité avec les lois et règlements applicables, en particulier concernant la protection des données à caractère personnel. Le prestataire de services, soumis à ces dispositions, doit garantir la sécurité et la confidentialité des informations ayant trait à l'entreprise bénéficiant de ses services.

Une activité importante ou critique est une activité relative au « cœur de métier assurance » et dont l'interruption éventuelle aurait un impact significatif sur l'entité. La politique de sous-traitance impose une liste de clauses à inclure, de façon obligatoire, aux contrats et conventions de sous-traitance d'activités qualifiées d'importantes ou critiques. Elles incluent, notamment, des exigences en matière d'auditabilité, de plan de continuité et de plan de reprise d'activité.

Concernant les sous-traitants externes, la politique de sous-traitance et la politique des achats Covéa édictent des exigences relatives :

- Au niveau de dépendance économique du prestataire : le chiffre d'affaires de ce dernier doit être suffisamment diversifié pour que sa survie ne soit pas menacée par la perte d'un client majeur ;
- A la solidité financière, à l'indépendance et à la réputation du prestataire ;
- A la transmission par le prestataire de la documentation attestant de sa conformité aux lois et règlements applicables.

Concernant la sous-traitance interne au Groupe, un contrat (par exemple un mandat de gestion, une convention de distribution, etc.) est établi lorsqu'une société Covéa confie des activités à une autre société Covéa ; une convention est établie entre la SGAM et chaque société du Groupe sous-traitant des activités, importantes ou critiques, à une direction Covéa.

De telles conventions précisent les conditions dans lesquelles les activités déléguées sont organisées et pilotées afin :

- D'être exécutées grâce aux moyens mis à disposition par les sociétés ou les directions du Groupe ;
- D'être contrôlées par le dispositif de Contrôle Interne Permanent Covéa et par les quatre fonctions clés Covéa, conformément aux politiques ou procédures documentées.

### **Pilotage et contrôle**

La mise en œuvre de la politique de sous-traitance est pilotée par le comité opérationnel sous-traitance Covéa. Son application est contrôlée à plusieurs niveaux par le dispositif global de contrôle Covéa :

- Un contrôle permanent est assuré par les outils de pilotage des directions opérationnelles en charge des fonctions sous-traitées, par la direction du contrôle interne permanent et par les fonctions clés Conformité, Actuariat, Gestion des Risques ;
- Un contrôle périodique est mis en œuvre par la fonction Audit Interne Covéa.

### **Activités sous traitées**

MMA IARD Assurances Mutuelles sous-traite des activités et fonctions opérationnelles importantes ou critiques, à l'intérieur du Groupe, conformément au modèle économique de Covéa, et à l'extérieur du Groupe, de façon ciblée, lorsqu'une entreprise tierce est à même de réaliser une activité de façon plus performante et plus efficace que ne saurait le faire une société du Groupe.

A titre d'exemple, les activités sous-traitées en interne concernent la gestion de portefeuille, la gestion de patrimoine immobilier, la gestion des risques, la gestion des systèmes d'information, etc.

Les activités sous-traitées en externe sont réalisées en France.

---

## **B.8. Autres informations**

---

Aucune autre information importante concernant le système de gouvernance n'est à noter.

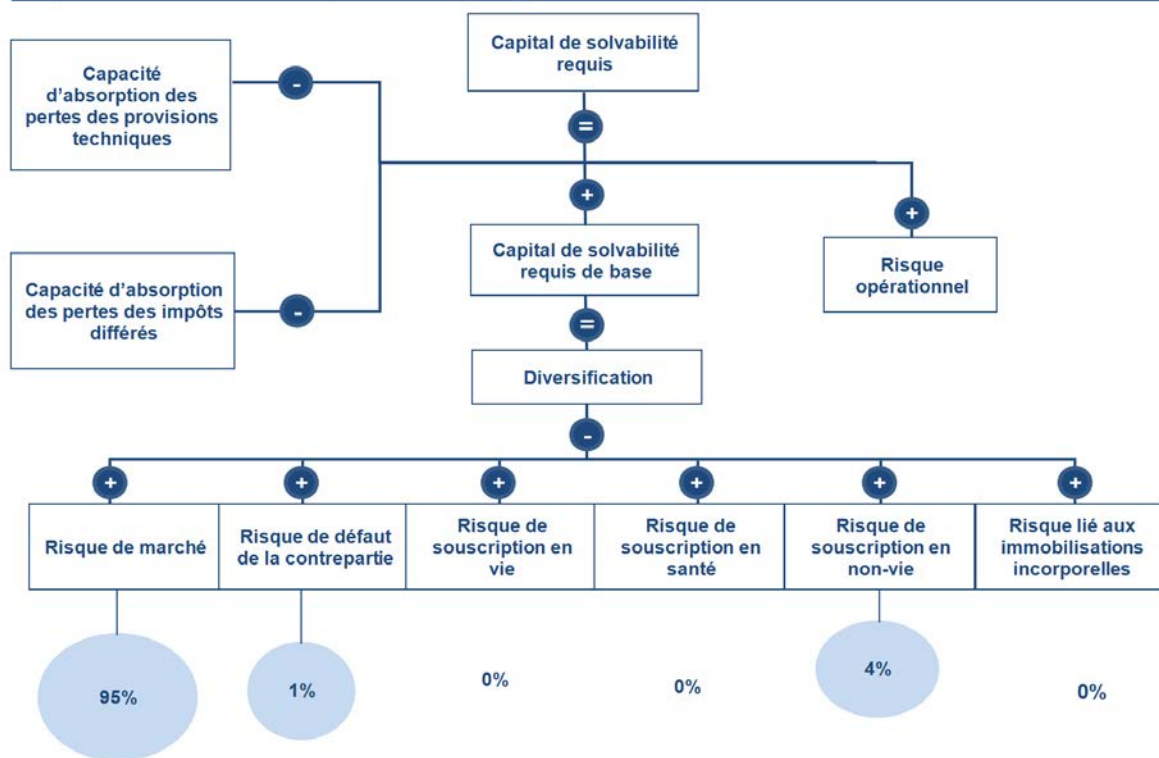
## C. Profil de risque

Le portefeuille de placements de MMA IARD Assurances Mutuelles, dont ses participations en particulier, découlant du rôle de l'entité dans l'organisation juridique du Groupe, son fonctionnement ainsi que son environnement économique, réglementaire et financier sont autant de sources de risques. Ces derniers sont analysés et suivis de manière permanente dans le cadre des dispositifs de gestion des risques et de contrôle mis en œuvre au sein de la société.

Les risques de MMA IARD Assurances Mutuelles sont quantifiés à partir des calculs de capital de solvabilité requis réalisés sur la base de la formule standard, selon une méthodologie et des paramètres encadrés par la réglementation pour refléter le profil de risque de la plupart des entreprises d'assurance et de réassurance du marché européen. Les analyses menées par la direction Contrôle des Risques Covéa montrent que la formule standard est globalement adaptée au profil de risque de MMA IARD Assurances Mutuelles.

Le profil de risque de MMA IARD Assurances Mutuelles inclut par ailleurs des risques non capturés par la formule standard, suivis et gérés dans le cadre du dispositif global de contrôle.

### Risque entrant dans le calcul du capital de solvabilité requis



du capital de solvabilité requis de base avant diversification

### Autres risques

Risque de liquidité	Risques de défaut de pays souverains	Risques législatifs et réglementaires	Risques stratégiques	Risques de réputation	Risques émergents
---------------------	--------------------------------------	---------------------------------------	----------------------	-----------------------	-------------------

Figure 4 : Profil de risque au 31.12.2017

## C.1. Risque de souscription

Les activités exercées par MMA IARD Assurances Mutuelles, décrites au chapitre A, l'exposent notamment à des risques d'assurance liés à la souscription, à la tarification et au provisionnement des engagements d'assurance relatifs aux contrats commercialisés par MMA IARD. MMA IARD Assurances Mutuelles bénéficie ainsi des mesures de gestion et d'atténuation du risque de souscription mises en œuvre au sein de MMA IARD. Ces risques sont néanmoins non significatifs au sein de son profil de risque.

Les principaux risques auxquels MMA IARD Assurances Mutuelles est exposée émanent de son portefeuille de détention, directe et indirecte, des sociétés d'assurance et de réassurance du groupe Covéa.

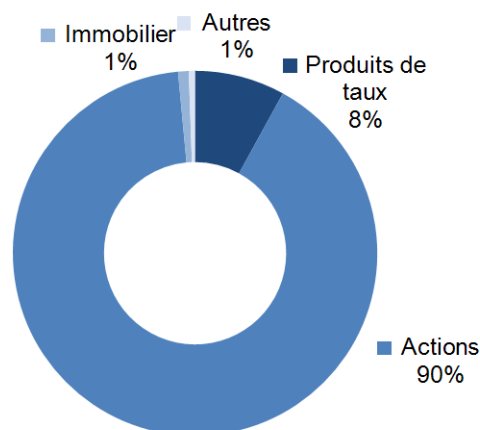
Le profil de risque des sociétés d'assurance et de réassurance détenues est composé, pour une part importante de risques de souscription, suivis et gérés au niveau des entreprises concernées comme au niveau du Groupe.

## C.2. Risque de marché

Le portefeuille de placements de MMA IARD Assurances Mutuelles est principalement constitué de sa participation dans Covéa Coopérations, société de réassurance intermédiaire elle-même détentrice des filiales et participations opérationnelles d'assurance et de réassurance du Groupe.

Le portefeuille de MMA IARD Assurances Mutuelles comprend en proportion plus marginale des produits de taux, des actifs immobiliers et des dépôts bancaires.

La composition du portefeuille d'investissements en valeur de réalisation par classe d'actifs donne une mesure des expositions au risque de marché.



**Figure 5** : Composition des placements en valeur de réalisation au 31.12.2017

Le risque de marché est notamment mesuré en exploitant la formule standard, selon une approche modulaire agrégeant différents sous-modules de risques.

- Taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt résulte de la sensibilité des actifs et des passifs en valeur de marché au bilan aux changements affectant la courbe des taux d'intérêt sans risque. Il correspond au montant maximal des fonds propres de base nécessaire pour absorber les pertes occasionnées par des chocs, à la baisse et à la hausse, affectant le niveau de la courbe des taux d'intérêt.

- Action

Le risque action résulte de la sensibilité des actifs au bilan à une baisse de la valeur de marché des actions et participations en portefeuille. Il correspond au montant des fonds propres de base nécessaire pour absorber les pertes occasionnées par une combinaison de chocs à la baisse affectant la valeur des actifs concernés.

- Immobilier

Le risque immobilier résulte de la sensibilité des actifs au bilan à une baisse de la valeur de marché des actifs immobiliers en portefeuille. Il correspond au montant des fonds propres de base nécessaire pour absorber les pertes occasionnées par une chute instantanée de la valeur des actifs concernés.

- Marge de crédit ou « Spread »

Le risque de « spread » résulte de la sensibilité des actifs au bilan aux changements affectant la marge de crédit ajoutée à la courbe des taux sans risque lors de la valorisation des obligations et prêts en portefeuille. Il correspond au montant maximal des fonds propres de base nécessaire pour absorber les pertes occasionnées par des chocs instantanés, à la baisse et à la hausse, affectant le niveau de la marge de crédit.

- Change

Le risque de change résulte de la sensibilité des actifs et des passifs en valeur de marché au bilan aux changements affectant les cours de change. Il correspond au montant maximal des fonds propres de base nécessaire pour absorber les pertes occasionnées par des chocs instantanés, à la baisse et à la hausse, affectant les taux de change des devises relatives aux actifs concernés.

- Concentration

Une diversification insuffisante portefeuille d'actifs et des émetteurs de ces actifs génère, pour l'entité, un risque complémentaire aux risques de marché (action, taux, spread et immobilier), mesuré par le sous-module concentration de la formule standard.

Les risques générés par la détention d'une participation dans Covéa Coopérations sont classés par la formule standard au sein du sous-module des risques actions. Ce dernier couvre, pour l'essentiel, des participations stratégiques non cotées, détenues à long terme. Ainsi, le risque de marché de MMA IARD Assurances Mutuelles est essentiellement constitué de risque actions.

Par le biais de sa participation dans Covéa Coopérations, MMA IARD Assurances Mutuelles détient indirectement l'ensemble des filiales et participations opérationnelles du Groupe. Elle bénéficie ainsi de l'ensemble des mesures de gestion et d'atténuation des risques mis en œuvre au niveau de ses filiales et du Groupe.

Dans le cadre des processus de solvabilité prospective et de surveillance continue, des scénarios alternatifs au scénario central, ainsi que des chocs instantanés, sont appliqués aux entreprises d'assurance détenues indirectement par MMA IARD Assurances Mutuelles à travers sa participation dans Covéa Coopérations. Ces processus permettent de contrôler le maintien dans le cadre d'appétence aux risques du ratio de solvabilité.

Ces scénarios alternatifs et chocs instantanés sont décrits dans les parties « C – Profil de risque » des rapports de Solvabilité et de Situation Financière des entités détenues indirectement par MMA IARD Assurances Mutuelles, présentées en section A1.3. *Organigramme simplifié* du présent rapport.

La sensibilité de MMA IARD Assurances Mutuelles à ces scénarios alternatifs ou chocs instantanés est reflétée par l'évolution de la valorisation de sa participation dans Covéa Coopérations. Ces tests de sensibilité sont également appliqués aux autres placements détenus par MMA IARD Assurances Mutuelles. Les résultats de ces différents exercices ont permis de démontrer la résilience du ratio de couverture du capital de solvabilité requis de MMA IARD Assurances Mutuelles dans des circonstances très défavorables.

---

## C.3. Risque de crédit

---

Des créances naissent des opérations quotidiennes de gestion de l'entreprise ou de gestion de sa trésorerie. Toute défaillance des contreparties et débiteurs l'expose à des pertes possibles et par cette voie à un risque de défaut.

Les contreparties bancaires sont sélectionnées sur la base d'analyses quantitatives et qualitatives menées par le gérant d'actif du Groupe, Covéa Finance. Un plafond d'exposition, spécifique à chaque banque, est fixé et suivi de façon régulière par la direction des Placements et de l'Actif-Passif Covéa.

Enfin les expositions aux autres créanciers et intermédiaires font l'objet d'une sélection et d'un suivi dans le cadre des dispositifs de contrôle.

Il est à noter que le risque de défaut des émetteurs des titres détenus en portefeuille aux fins de placement est considéré comme un risque de marché, capturé en particulier par le risque de « spread » évoqué ci-avant.

---

## C.4. Risque de liquidité

---

Le risque de liquidité résulte, pour une entreprise d'assurance, des pertes possibles qui seraient occasionnées par la vente rapide d'actifs investis en vue de disposer de la trésorerie nécessaire pour honorer des engagements au moment où ceux-ci deviennent exigibles.

L'atténuation du risque de liquidité de MMA IARD Assurances Mutuelles est en premier lieu assurée par une gestion appropriée de la trésorerie. Un niveau suffisant de liquidités et de dépôts est maintenu en permanence à l'actif. La politique d'investissement et le programme d'investissement font par ailleurs de la liquidité du portefeuille de placements un critère essentiel de choix des titres.

Parmi les fonds propres de MMA IARD Assurances Mutuelles la réserve de réconciliation inclut un excédent d'actif sur passif correspondant au bénéfice attendu inclus dans les primes futures et dont le montant s'élève à 3M€.

---

## C.5. Risque opérationnel

---

Le risque opérationnel résulte, des pertes possibles liées à des procédures internes, des membres du personnel ou des systèmes inadéquats ou défaillants au sein de l'entreprise. Il est appréhendé de manière qualitative d'une part, et mesuré en exploitant la formule standard d'autre part, selon une approche forfaitaire, fonction du niveau d'activité de l'entreprise.

Le dispositif de contrôle interne permanent, le dispositif de vérification de la conformité ainsi que le dispositif d'audit interne, détaillés au chapitre B. « Système de gouvernance » du présent rapport, sont les outils privilégiés de l'atténuation des risques opérationnels. Ils contribuent à la maîtrise et à l'évaluation des processus internes, de leur implémentation et de leur contrôle. De plus, des programmes d'assurance couvrent les principaux biens et responsabilités de la société, permettant ainsi d'externaliser une partie du risque opérationnel.

---

## C.6. Autres risques importants

---

MMA IARD Assurances Mutuelles n'est pas exposée de façon significative à d'autres risques importants.

---

## C.7. Autres informations

---

Aucune autre information importante concernant le profil de risque n'est à noter.



## D. Valorisation à des fins de Solvabilité

Les catégories d'actifs et de passifs importantes qui composent le bilan Solvabilité II de MMA IARD Assurances Mutuelles, ont été valorisées conformément aux normes prudentielles Solvabilité II, à des montants pour lesquels ces derniers pourraient être échangés dans le cadre d'une transaction conclue dans des conditions de concurrence normales, entre des parties informées et consentantes.

Les valorisations obtenues en application de ce principe figurent dans le tableau S.02.01.02<sup>9</sup>, en annexe du présent rapport.

### D.1. Actifs

<i>En millions d'euros - au 31.12.2017</i>	Solvabilité II	Comptes sociaux
Goodwill		0
Frais d'acquisition différés		0
Immobilisations incorporelles	-	0
Actifs d'impôts différés	-	19
Excédent du régime de retraite	-	-
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	-	-
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	4 477	1 473
Biens immobiliers (autres que détenues pour usage propre)	3	0
Détenion dans des entreprises liées, y compris participations	4 088	1 110
Actions	6	6
Obligations	164	158
Organisme de placement collectif	186	169
Produits dérivés	-	-
Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	29	29
Autres investissements	-	-
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	-	-
Prêts et prêts hypothécaires	6	6
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	83	84
Dépôt auprès des cédantes	2	2
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	57	57
Créances nées d'opérations de réassurance	9	9
Autres créances (hors assurance)	39	41
Actions propres auto-détenues (directement)	-	-
Eléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16	16
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	1	1
<b>Total de l'actif</b>	<b>4 689</b>	<b>1 709</b>

Tableau 6 : Actifs au 31.12.2017

<sup>9</sup> Cf. Annexes Quantitatives – Tableau S.02.01.02 : Bilan

### **D.1.1. Goodwill**

---

En normes françaises, un goodwill est enregistré pour la différence entre le coût d'acquisition des titres d'une entité et son actif net réévalué. En vertu des normes Solvabilité II, le goodwill est valorisé à zéro dans le bilan prudentiel.

### **D.1.2. Frais d'acquisition différés**

---

En normes françaises, le montant des frais d'acquisition différés correspond à la fraction non imputable à l'exercice des frais d'acquisition des contrats constatée en charge, lors de l'exercice en cours et / ou des exercices précédents. En vertu des normes Solvabilité II, les frais d'acquisition différés sont valorisés à zéro dans le bilan prudentiel.

### **D.1.3. Immobilisations incorporelles**

---

Les immobilisations incorporelles sont enregistrées dans les comptes en normes françaises à leur coût d'acquisition ou de production et amorties selon des modalités propres à chaque type d'actif.

En normes Solvabilité II, les actifs incorporels sont valorisés à zéro du fait de l'impossibilité de les céder séparément ou d'établir une valeur de marché.

### **D.1.4. Impôts différés – Actifs & Passifs**

---

Les impôts différés correspondent aux montants recouvrables (actifs) et payables (passifs) au cours des périodes futures, au titre des différences temporelles déductibles ou imposables ainsi que du report en avant des pertes fiscales et des crédits d'impôt non utilisés.

En normes françaises, les impôts différés sont calculés sur les différences liées aux décalages temporels entre la base fiscale et la base comptable. En normes Solvabilité II, les décalages temporels entre la base fiscale et la base prudentielle constituent l'assiette des calculs d'impôts différés dont les principales sources sont la revalorisation des provisions techniques et des investissements lors du passage au bilan Solvabilité II.

Dans chacun des cas, les calculs sont réalisés selon les règles et les taux d'imposition en vigueur au moment de l'arrêté des comptes et applicables à la date de réalisation des différences futures.

En normes françaises comme en normes Solvabilité II, les soldes d'impôts différés actif et passif sont compensés au bilan.

A la clôture de l'exercice 2017 en normes Solvabilité II, MMA IARD Assurances Mutuelles comptabilise un solde net d'impôts différés passif.

### **D.1.5. Investissements**

---

Dans les comptes en normes françaises, les actifs de placement sont valorisés au coût historique, net d'amortissements et/ou de dépréciations le cas échéant.

En normes Solvabilité II, les actifs de placement sont enregistrés en valeur de marché. Cette valeur correspond par défaut au prix coté sur un marché actif s'il existe. Trois critères sont utilisés pour évaluer le caractère actif d'un marché : homogénéité ou standardisation des produits négociés, liquidité et transparence.

Les différences entre les actifs de placement au bilan Solvabilité II et dans les comptes sociaux procèdent donc d'écarts de valorisation principalement imputables à l'intégration des plus et moins-values latentes.

#### **Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)**

Les biens immobiliers détenus aux fins de placement sont valorisés selon les mêmes méthodes que les immeubles d'exploitation, c'est-à-dire en valeur d'acquisition amortie dans les comptes en normes françaises et en valeur de marché (expertise quinquennale) dans les comptes en normes Solvabilité II.

## Détentions dans des entreprises liées, y compris participations

En normes françaises, les titres d'entreprises liées détenus sont enregistrés à leur prix de revient nets de provisions le cas échéant.

Au bilan prudentiel, la valorisation retenue est déterminée selon les principes suivants :

- Les participations cotées sur un marché actif sont valorisées au dernier cours connu au jour de l'inventaire, à défaut ;
- Les participations d'assurances détenues directement ou via une holding d'assurance sont valorisées à la quote-part de la dernière valeur disponible de leurs fonds propres prudentiels.
- Les holdings d'assurance sont valorisées à la quote-part de la dernière valeur disponible de leurs fonds propres prudentiels Solvabilité II, obtenue par transposition de leurs détentions.
- Les autres participations sont valorisées selon la même méthode que dans les comptes en normes françaises, déduction faite des goodwill et des immobilisations incorporelles significatifs.

## Actions, dont Actions cotées et non cotées

En normes françaises, les actions cotées et non cotées sont enregistrées à leur coût d'acquisition hors frais de négociation, net de provisions le cas échéant.

Au bilan prudentiel, les actions cotées sont valorisées à leur dernier cours connu à la date de clôture. Les actions non cotées sont quant à elles valorisées selon la même méthode que dans les comptes en normes françaises, déduction faite des goodwill et des immobilisations incorporelles significatifs.

## Obligations, dont Obligations d'État et d'entreprises, Titres structurés et garantis

En normes françaises, les titres obligataires sont enregistrés séparément pour leur coût d'acquisition et les coupons courus. Le cas échéant, la différence entre le coût d'acquisition et la valeur de remboursement est amortie sur la durée résiduelle des titres.

Au bilan prudentiel, les titres obligataires sont valorisés à leur dernier prix d'échange connu au jour de l'inventaire.

## Organismes de placement collectif

En normes françaises, les parts détenues dans des organismes de placement collectif sont enregistrées à leur coût d'acquisition, hors frais de négociation et net de provisions le cas échéant.

Au bilan prudentiel, on distingue deux grands types d'organismes de placement collectif :

- Les sociétés immobilières non cotées (SCI, SAS) ;
- Les autres organismes de placement collectif (fonds obligataires, fonds actions, fonds diversifiés, fonds alternatifs etc...).

Les sociétés immobilières non cotées font l'objet d'une évaluation à l'actif net réévalué. Les actifs immobiliers des sociétés considérées sont soumis à une expertise quinquennale, révisée annuellement.

Les autres organismes de placement collectif sont valorisés par des organismes externes indépendants qui établissent les états financiers.

## Dépôts autres que les équivalents de trésorerie

En normes françaises comme au bilan prudentiel, les dépôts sont reconnus à leur valeur de remboursement, majorée des coupons courus le cas échéant.

### D.1.6. Autres actifs y compris :

- Prêts et prêts hypothécaires,
- Dépôts auprès des cédantes,
- Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires,
- Créances nées d'opérations de réassurance,
- Autres créances (hors assurance),
- Trésorerie et équivalents de trésorerie,
- Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus.

En normes françaises comme au bilan prudentiel, ces actifs sont enregistrés à leur valeur nominale, nette de provisions le cas échéant. Il s'agit de la meilleure approximation de leur valeur de marché.

## D.2. Provisions techniques

<i>En millions d'euros - au 31.12.2017</i>	<b>Solvabilité II</b>	<b>Comptes sociaux</b>
<b>Provisions techniques non vie nette de cessions</b>	<b>134</b>	<b>175</b>
<b>Provisions techniques non vie (hors santé) nettes de cessions</b>	<b>133</b>	<b>173</b>
Provisions techniques non vie (hors santé) brutes de cessions	215	257
Provisions techniques non vie (hors santé) cédées	82	84
<b>Provisions techniques santé (similaire à la non vie) nettes de cessions</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
Provisions techniques santé (similaire à la non vie) brutes de cessions	2	2
Provisions techniques santé (similaire à la non vie) cédées	1	1
<b>Provisions techniques vie (hors UC et indexés) nettes de cessions</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
<b>Provisions techniques santé (similaire à la vie) nettes de cessions</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
Provisions techniques santé (à la vie) brutes de cessions	1	1
Provisions techniques santé (à la vie) cédées	-	-
<b>Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés) nettes de cessions</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés) brutes de cessions	2	2
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés) cédées	-	-
<b>Provisions techniques UC et indexés nettes de réassurance</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Provisions techniques UC et indexés brutes de cessions	-	-
Provisions techniques UC et indexés cédées	-	-
<b>Total provisions techniques nettes de cessions</b>	<b>136</b>	<b>177</b>

**Tableau 7** : Provisions techniques au 31.12.2017

## D.2.1. Montants des provisions techniques prudentielles

---

Les tableaux S.17.01.02 et S.12.01.02, figurant en annexe du présent rapport, présentent la valeur des provisions techniques pour chaque ligne d'activité réglementaire.

## D.2.2. Méthodes de valorisation des provisions techniques prudentielles

---

Les provisions techniques représentent des réserves constituées par l'entreprise d'assurance pour faire face à ses engagements d'assurance, pris envers ses assurés en vertu des garanties souscrites. Les provisions techniques de l'entreprise sont inscrites au bilan prudentiel à leur valeur économique qui correspond à une valeur de transfert.

Leur montant est égal à la somme de la meilleure estimation des engagements et d'une marge de risque.

### D.2.2.1. Meilleure estimation brute de cessions en réassurance

---

La meilleure estimation correspond à la valeur actuelle probable des flux de trésorerie futurs liés aux engagements d'assurance à la date d'inventaire.

#### Regroupement des engagements d'assurance

Aux fins des calculs, la meilleure estimation des engagements peut être établie à l'échelle des lignes d'activité ou, de manière plus fine, à l'échelle de groupes de risques homogènes.

Les groupes de risques homogènes sont constitués en regroupant les garanties offertes dans les contrats d'assurance, selon leur typologie de risque.

Chaque groupe de risques homogènes est affecté à une ligne d'activité réglementaire.

#### Périmètre et horizon de projection

Les encaissements et décaissements futurs (ou flux de trésorerie) relatifs au périmètre des engagements retenus au bilan prudentiel sont projetés jusqu'à leur extinction. Le périmètre retenu s'appuie sur une double notion de comptabilisation des engagements et de limite des contrats existants.

La comptabilisation des engagements correspond à la date à partir de laquelle l'assureur ne peut plus se soustraire à une obligation contractuelle.

La limite des contrats permet de définir les flux de trésorerie qui doivent être pris en compte dans le calcul de la meilleure estimation des provisions techniques. Sont exclus des flux retenus les primes futures et leurs décaissements associés au-delà de la 1<sup>ère</sup> date à partir de laquelle l'assureur peut :

- Résilier un contrat ;
- Rejeter les primes à recevoir au titre d'un contrat ;
- Modifier les primes ou les prestations à payer au titre d'un contrat, de manière à ce que les primes reflètent pleinement les risques.

#### Flux projetés, bruts de cessions de réassurance

Les flux entrants modélisés correspondent aux primes futures et aux recours.

Les flux sortants correspondent :

- Aux prestations versées (règlements de sinistres, rentes versées, etc.) ;
- Aux frais de gestion des contrats (frais d'acquisition y compris commissions si applicable, frais d'administration, frais de gestion des sinistres, autres charges techniques et frais de gestion des placements).

#### Actualisation

Les flux de trésorerie sont actualisés avec la courbe des taux fournie par l'Autorité Européenne des Assurances et des Pensions Professionnelles. Aucun ajustement n'y est apporté.

## Méthodologie de calcul : lignes d'activité Non Vie

En assurance non vie, la meilleure estimation se décompose en meilleure estimation des provisions pour sinistres à payer et en meilleure estimation des provisions pour primes.

### → Meilleure estimation des provisions pour sinistres

---

La meilleure estimation des provisions pour sinistres à payer correspond à la valeur actuelle probable des engagements futurs liés à des sinistres survenus et non encore réglés.

Ces provisions sont estimées à partir de méthodes classiques appliquées aux groupes de risque homogènes.

Deux catégories de méthodes sont employées selon les besoins; elles sont proportionnées à la typologie des risques pour garantir une estimation robuste des montants provisionnés.

La première méthode, principalement utilisée, se fonde sur des historiques de sinistralité et de frais affectés à ces sinistres: ces historiques sont construits par année de survenance (ou de souscription) des sinistres et selon leur déroulement dans le temps (année de développement). Ils fournissent les montants de prestations payées cumulées et, si nécessaire, les montants de provisions des gestionnaires de sinistres. L'ensemble de ces données constitue des triangles<sup>10</sup> de sinistralité. Ils contiennent les informations utilisables par les méthodes d'estimation des montants restant à régler. Les triangles sont élaborés au niveau de granularité pertinent pour garantir une homogénéité du comportement des facteurs de risque auxquels les montants des prestations à payer sont soumis.

La seconde catégorie de méthode s'appuie sur l'évaluation des provisions techniques en normes françaises à la date d'inventaire. Elle est appliquée soit aux risques de forte intensité (exemple : sinistres de catastrophes naturelles) soit par simplification pour des portefeuilles représentant des faibles volumes (exemple : certaines acceptations).

Enfin, s'ajoute à l'estimation des prestations et des frais affectés, une projection des frais non affectés. Ils sont supposés se dérouler dans le temps de la même manière que les prestations et frais affectés sous-jacents.

Les montants de provisions ainsi déterminés se traduisent par des flux de trésorerie échelonnés selon les hypothèses des triangles de paiements.

### → Meilleure estimation des provisions pour primes

---

La meilleure estimation des provisions pour primes correspond à la valeur actuelle probable des engagements futurs liés aux sinistres non encore survenus des contrats existants.

Les contrats existants sont répartis entre :

- Les contrats en cours à la date d'évaluation, et
- Les contrats dont la période de couverture démarre postérieurement à la date d'évaluation mais pour lesquels l'entreprise est déjà engagée.

Pour les affaires directes (comme pour les acceptations le cas échéant), les provisions pour primes sont évaluées à l'échelle de chaque ligne d'activité et s'appuient principalement sur les hypothèses retenues dans le plan d'affaires prévisionnel de l'entreprise.

La méthode d'évaluation retenue utilise la simplification proposée par l'Autorité Européenne des Assurances et des Pensions Professionnelles<sup>11</sup>. L'évaluation des engagements est ventilée selon la répartition des contrats existants évoquée précédemment :

- La première composante, relative aux contrats en cours à la date d'évaluation, est valorisée en appliquant au montant des provisions pour primes non acquises (PPNA), calculé en normes françaises, un ratio combiné brut. Celui-ci est estimé, pour les affaires directes, à partir d'hypothèses fondées sur une vision économique de la sinistralité et des frais afférents. Pour les

---

<sup>10</sup> Cf. Annexes Quantitatives – tableau S.19.01.21: Sinistres en non vie

<sup>11</sup> cf. EIOPA-BoS-14/166 FR « Orientations sur la valorisation des provisions techniques »

acceptations, il est obtenu à partir d'estimations fournies par les cédantes, d'analyses de portefeuille ou encore, de chiffres de marché. Il s'entend hors frais d'acquisition.

- La seconde composante, relative aux contrats dont la période de couverture démarre après la date d'évaluation, correspond à la différence entre d'une part, les décaissements (qui représentent une charge pour l'assureur) et d'autre part, les encaissements égaux aux primes futures et représentant le coût pour l'assuré des garanties souscrites. Les décaissements sont obtenus en appliquant aux primes futures attendues un ratio combiné brut fondé sur une vision économique de la sinistralité et des frais afférents aux obligations d'assurance souscrites et incluant, si applicable, les frais d'acquisition.

### **Méthodologie de calcul : lignes d'activité vie**

Les provisions techniques Vie de MMA IARD Assurances Mutuelles concernent des engagements de rentes non vie.

La meilleure estimation de ces engagements est obtenue en appliquant à l'ensemble des arrérages et frais futurs une mortalité d'expérience égale à la table de mortalité réglementaire et selon la typologie de la rente (viagère ou temporaire).

#### **D.2.2.2. Meilleure estimation des montants recouvrables au titre de la réassurance**

---

La meilleure estimation des engagements cédés, dans le cadre d'opérations de réassurance, est modélisée de manière séparée des provisions techniques brutes issues des affaires directes et des acceptations.

Elle inclut un ajustement pour défaut de contrepartie du ou des réassureurs, déterminé par ligne d'activité réglementaire et par réassureur. Le calcul de cet ajustement est fondé sur une évaluation de la probabilité de défaut moyenne de la contrepartie et de la perte moyenne en cas de défaut.

La meilleure estimation des engagements cédés, déterminée selon ces principes, se décompose en meilleure estimation des provisions pour sinistres à payer cédés et en meilleure estimation des provisions pour primes cédées.

#### **Meilleure estimation des provisions pour sinistres à payer cédés**

La meilleure estimation des provisions pour sinistres à payer cédés est issue de l'arrêté des comptes en normes françaises. Les flux de trésorerie sous-jacents sont échelonnés à partir des hypothèses des triangles de paiements des affaires directes concernées.

#### **Meilleure estimation des provisions pour primes cédées**

Une simplification identique à celle utilisée pour les provisions pour primes brutes est retenue, le ratio combiné de cession se substituant au ratio combiné brut.

#### **D.2.2.3. Marge de risque**

---

La marge de risque est calculée de manière à garantir que la valeur des provisions techniques prudentielles est équivalente au montant qu'une entreprise d'assurance et de réassurance demanderait pour reprendre et honorer les engagements d'assurance et de réassurance (valeur de transfert).

Son calcul suppose un transfert de l'intégralité des engagements du portefeuille, il prend en compte l'ensemble des effets de diversification.

La marge de risque correspond ainsi au coût d'immobilisation d'un montant de fonds propres éligibles égal au capital de solvabilité requis pour faire face aux engagements d'assurance et de réassurance sur leur durée de vie. Le taux correspondant au coût du capital est fixé par la réglementation. En 2017, il s'élève à 6%.

En application du principe de proportionnalité, la marge de risque de MMA IARD Assurances Mutuelles est déterminée de façon simplifiée consistant à projeter les SCR futurs (hors risque de

marché) à partir du SCR calculé à la date d'évaluation et selon le même rythme de liquidation que la meilleure estimation des provisions. Il n'est pas inclus de risque de marché résiduel.

### **D.2.3. Incertitudes liées au montant des provisions techniques prudentielles**

---

Pour l'ensemble des lignes d'activité, le processus d'évaluation des provisions techniques prudentielles comporte une part d'incertitude. Il requiert en effet l'utilisation de données historiques jugées pertinentes, il fait appel à l'exploitation de modèles ainsi qu'à la formulation d'hypothèses afin, notamment, de projeter les flux de trésorerie sur un horizon de temps estimé approprié à la nature des engagements. De façon générale, le niveau d'incertitude lié au montant des provisions techniques est limité par l'expertise des équipes actuarielles qui analysent les calculs, les contrôlent et en interprètent les résultats. Les travaux de la fonction actuarielle (analyses de variations, analyses de sensibilité) participent enfin à la fiabilité du montant des provisions techniques.

### **D.2.4. Principales différences entre provisions techniques prudentielles et provisions techniques en normes françaises**

---

Dans les comptes sociaux, différents types de provisions techniques sont enregistrés en non vie. Chacune de ces provisions reflète un engagement précis, évalué de façon prudente. Les méthodologies de valorisation appliquées sont propres à chaque type de provision ; elles sont décrites dans l'Annexe aux comptes et respectent les dispositions en vigueur du Code des Assurances.

Les différents types de provisions comptables admises au passif du bilan en normes françaises incluent les engagements au titre des affaires directes et des acceptations.

La part de ces provisions techniques comptables inscrites au passif faisant l'objet de cessions ou de rétrocessions à des réassureurs est inscrite à l'actif du bilan, sans ajustement supplémentaire.

A l'exception des provisions mathématiques de rentes, aucune des provisions techniques non vie enregistrées dans les comptes sociaux ne fait l'objet d'un calcul d'actualisation.

Ainsi, les principaux écarts de valorisation entre provisions comptables et provisions prudentielles procèdent principalement :

- De différences dans la composition respective des provisions prudentielles et des provisions comptables
  - La marge de risque valorisée dans le calcul des provisions prudentielles n'a pas d'équivalent dans les provisions comptables.
  - Inversement, l'intégralité des engagements correspondant aux provisions comptables n'est pas retenue pour le calcul prudentiel de la meilleure estimation ; les provisions pour égalisation en sont par exemple exclues.
- De différences dans le périmètre des engagements pris en compte aux fins de modélisation (comptabilisation, limites des contrats).
  - Les engagements capturés par les provisions comptables ont trait aux contrats souscrits ou renouvelés à la date d'arrêt.
  - La meilleure estimation totale intègre dans sa composante provisions pour primes des engagements futurs, correspondant à des garanties n'ayant pas encore pris effet mais pour lesquelles l'assureur ne peut se désengager unilatéralement.
- Des calculs spécifiques effectués pour obtenir les provisions prudentielles.
  - L'ensemble des flux entrants et sortants modélisés dans le calcul de la meilleure estimation SII sont actualisés selon la courbe des taux sans risque publiée par l'Autorité Européenne des Assurances et des Pensions Professionnelles.
  - La détermination des provisions comptables non vie ne requiert pas d'actualisation des flux futurs, à l'exception des provisions mathématiques de rentes. Pour ces dernières, le taux utilisé est basé sur le taux moyen des emprunts de l'Etat français (TME).
  - La part des provisions techniques cédées, enregistrée à l'actif du bilan fait l'objet, sous Solvabilité II seulement, d'un ajustement pour prendre en compte le risque de défaut des réassureurs concernés.



## D.3. Autres passifs

<i>En millions d'euros</i>	Solvabilité II	Comptes sociaux
Passifs éventuels	-	-
Provisions autres que les provisions techniques	34	34
Provisions pour retraite	6	2
Dépôt des réassureurs	2	2
Passifs d'impôts différés	90	-
Produits dérivés	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	-	-
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	11	11
Dettes nées d'opérations de réassurance	1	1
Autres dettes (hors assurance)	27	30
Passifs subordonnés	-	-
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	0	0
<b>Total autres passifs</b>	<b>170</b>	<b>80</b>

Tableau 8 : Autres passifs au 31.12.2017

### D.3.1. Provisions autres que les provisions techniques

Ces passifs à échéance incertaine ou d'un montant incertain (hors engagements de retraite) sont enregistrés au bilan prudentiel et dans l'annexe aux comptes pour une valeur identique.

### D.3.2. Provisions pour retraite

Au bilan prudentiel, les engagements liés aux régimes de retraite des salariés sont provisionnés pour la part de leur évaluation actuarielle non couverte par des actifs du régime, incluant les coûts des services passés, induits par la signature en 2017 de nouveaux accords d'avantages à long terme.

Dans les comptes en normes françaises, les engagements liés au régime de retraite sont valorisés de façon identique. Dans la mesure où MMA IARD Assurances Mutuelles applique la méthode préférentielle, ils sont également provisionnés au bilan, exception faite des coûts des services passés relatifs aux engagements postérieurs à l'emploi, portés en engagements hors bilan au 31 décembre 2017. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, date d'entrée en vigueur des accords, ils donnent lieu à un amortissement sur la durée restant à courir jusqu'au départ en retraite et la part des services passés non encore amortie est portée en engagements hors bilan.

### D.3.3. Dépôts des réassureurs

Les dettes pour dépôts espèces reçus des (retro-) cessionnaires sont valorisées de façon identique au bilan SII et dans les comptes sociaux.

### D.3.4. Autres passifs y compris :

- Dettes envers des établissements de crédit,
- Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires,
- Dettes nées d'opérations de réassurance,
- Autres dettes (hors assurance),
- Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus.

Les dettes mentionnées ci-dessus sont valorisées de façon identique au bilan Solvabilité II et dans les comptes sociaux.

---

## **D.4. Méthodes de valorisations alternatives**

---

Des méthodes de valorisation alternatives sont appliquées à certains titres obligataires ou à certaines participations dans des fonds de capital investissement lorsque les actifs concernés ne sont pas cotés sur des marchés actifs.

Deux approches sont retenues et parfois croisées :

- L'approche « marché » : utilisation des prix de marché sur des actifs comparables ;
- L'approche « revenu » : actualisation des flux traduisant les attentes des acteurs du marché.

---

## **D.5. Autres informations**

---

Aucune autre information importante concernant l'évaluation aux fins de solvabilité n'est à noter.

---

# E. Gestion du capital

---

---

## E.1. Fonds propres

---

### E.1.1. Gestion des fonds propres

---

La gestion des fonds propres de MMA IARD Assurances Mutuelles est placée sous la responsabilité de la direction générale Investissement et Contrôle des Risques. Ses principes, objectifs et procédures sont établis dans la politique de gestion des fonds propres du groupe Covéa, dont le périmètre couvre l'ensemble des entités du Groupe dont MMA IARD Assurances Mutuelles. La politique de gestion des fonds propres est revue au moins une fois par an et a été approuvée par le Conseil d'Administration de MMA IARD Assurances Mutuelles.

Conformément aux principes de la politique de gestion des fonds propres, le niveau des fonds propres de MMA IARD Assurances Mutuelles doit être en adéquation avec le développement de son activité. L'entreprise doit au minimum générer, via ses résultats, les fonds propres nécessaires au développement normal de son activité.

MMA IARD Assurances Mutuelles doit disposer en permanence d'un minimum de fonds propres lui permettant de respecter le cadre d'appétence aux risques défini dans la stratégie. Les fonds propres de MMA IARD Assurances Mutuelles font ainsi l'objet d'évaluations sur l'horizon de son plan stratégique à 5 ans dans le cadre des processus de l'ORSA. Ces évaluations permettent de déterminer, le cas échéant, le niveau de dividendes versés à Covéa Coopérations, actionnaire de MMA IARD Assurances Mutuelles, en fonction des besoins identifiés.

## E.1.2. Composition et évolution des fonds propres

Les fonds propres de MMA IARD Assurances Mutuelles, valorisés conformément aux normes prudentielles Solvabilité II, figurent dans le tableau S.23.01.01<sup>12</sup>.

<i>En millions d'euros</i>	Total	Niveau 1 - Non restreint	Niveau 1 - Restreint	Niveau 2	Niveau 3
Total fonds propres de base après déductions	4 299	4 299	-	-	-
Total fonds propres auxiliaires	-	-	-	-	-
<b>Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis au 31.12.2017</b>	<b>4 299</b>	<b>4 299</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
- Fonds propres totaux éligibles pour le calcul du capital de solvabilité requis	4 299	4 299	-	-	-
- Fonds propres totaux éligibles pour le calcul du minimum de capital requis	4 299	4 299	-	-	-
<b>Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis au 31.12.2016</b>	<b>3 882</b>	<b>3 756</b>	<b>126</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
- Fonds propres totaux éligibles pour le calcul du capital de solvabilité requis	3 882	3 756	126	-	-
- Fonds propres totaux éligibles pour le calcul du minimum de capital requis	3 882	3 756	126	-	-

**Tableau 9 :** Composition et évolution des fonds propres par niveau

Les fonds propres de base de MMA IARD Assurances Mutuelles sont constitués uniquement d'éléments de niveau 1, non restreints. MMA IARD Assurances Mutuelles ne compte aucun élément de fonds propres faisant l'objet de mesures transitoires.

<i>En millions d'euros</i>	2017	2016
<b>Capitaux propres issus des comptes sociaux</b>	<b>1 367</b>	<b>1 353</b>
Réévaluation des actifs financiers*	2 908	2 508
Réévaluation des provisions techniques*	26	20
Annulation des actifs incorporels et goodwill*	-0	-0
Autres*	-2	-
<b>Excédents des actifs sur les passifs</b>	<b>4 299</b>	<b>3 882</b>
Passifs subordonnés	-	-
Dividendes, distributions et charges prévisibles	-	-
<b>Fonds Propres éligibles</b>	<b>4 299</b>	<b>3 882</b>

\* Postes nets d'impôts différés

**Tableau 10 :** Des fonds propres en normes françaises aux fonds propres SII

<sup>12</sup> Cf. Annexes Quantitatives – tableau S.23.01.01: Fonds propres

Les fonds propres de base se composent d'abord d'éléments de capital issus des états financiers en normes comptables françaises, c'est-à-dire de fonds d'établissement, de fonds social complémentaire, de primes liées au capital social et des autres réserves statutaires incluses dans la réserve de réconciliation. A fin 2017, les éléments issus des états financiers s'élèvent à 1 367 M€ contre 1 353 M€ à fin 2016, soit une progression de 14 M€ correspondant au résultat de l'exercice.

Les fonds propres de base sont complétés par les différences de valorisation des actifs et passifs entre le bilan prudentiel et le bilan social, différences détaillées au chapitre *D. Valorisation à des fins de Solvabilité* du présent rapport. Inclues dans la réserve de réconciliation, elles s'élèvent à 2 932 M€ contre 2 528 M€ à fin 2016. La variation des différences de valorisation provient essentiellement de la revalorisation des participations stratégiques.

Les fonds propres de MMA IARD Assurances Mutuelles ne font l'objet d'aucune déduction, ainsi les fonds propres disponibles sont équivalents aux fonds propres éligibles à la couverture du capital de solvabilité requis et du minimum de capital requis. La disponibilité et la transférabilité des fonds propres de MMA IARD Assurances Mutuelles est notamment assurée par les mécanismes de solidarité, inscrits dans la convention d'affiliation.

## E.2. Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis

Le capital de solvabilité requis<sup>13</sup> de MMA IARD Assurances Mutuelles est calculé en appliquant la formule standard, sans recours à des simplifications ni à des paramètres qui lui sont propres.

En millions d'euros au 31.12.2017

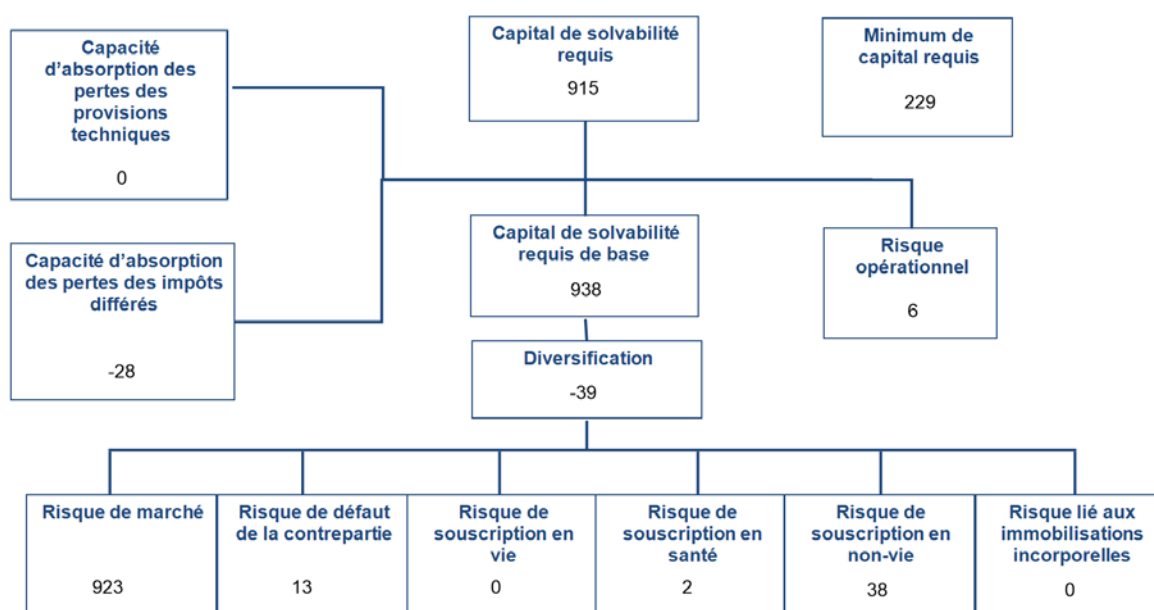


Figure 6 : Capital de solvabilité requis

Le capital de solvabilité requis s'établit à 915 M€ contre 839 M€ à fin 2016, soit une hausse de 9% sur la période. Cette évolution est expliquée par une augmentation du risque de marché provenant de la revalorisation des titres de participations stratégiques.

En 2017, le ratio de couverture du capital de solvabilité requis par les fonds propres éligibles de MMA IARD Assurances Mutuelles se porte à 470% contre 463% à la clôture de l'exercice précédent.

Le minimum de capital requis<sup>14</sup> de MMA IARD Assurances Mutuelles est calculé en appliquant la formule linéaire, prévue par la réglementation, aux primes émises nettes de réassurance et à la

<sup>13</sup> Cf. Annexe quantitative : tableau S.25.01.21- Capital de Solvabilité requis

meilleure estimation des provisions techniques nettes de réassurance. La formule linéaire est combinée à un plancher et à un plafond exprimés en pourcentage du capital de solvabilité requis. En 2017, le minimum de capital requis se maintient au plancher de 25% du capital de solvabilité requis.

Le ratio de couverture du minimum de capital requis par les fonds propres éligibles de MMA IARD Assurances Mutuelles se porte à 1879% contre 1851% à la clôture de l'exercice précédent.

---

### **E.3. Utilisation du sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée dans le capital de solvabilité requis**

---

MMA IARD Assurances Mutuelles ne fait pas usage du sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée pour le calcul du capital de solvabilité requis.

---

### **E.4. Différences entre la formule standard et tout modèle interne utilisé**

---

MMA IARD Assurances Mutuelles n'a pas recours à un modèle interne pour le calcul du capital de solvabilité requis.

---

### **E.5. Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité requis**

---

Aucun manquement à l'exigence de minimum de capital de solvabilité requis ou au capital de solvabilité requis concernant MMA IARD Assurances Mutuelles n'est intervenu au cours de la période de référence.

---

### **E.6. Autres informations**

---

Aucune autre information importante concernant la gestion des fonds propres n'est à noter.

---

<sup>14</sup> Cf. Annexe quantitative : tableau S.28.01.01- Minimum de capital requis

---

# Annexes

---

**Correspondance Lignes d'activités règlementaires – Segments..... 47**

**Liste des états quantitatifs publics Solvabilité II ..... 48**

Tableau S.02.01.02 : Bilan .....	48
Tableau S.05.01.02 : Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité.....	50
Tableau S.12.01.02 : Provisions techniques vie et santé SLT .....	53
Tableau S.17.01.02 : Provisions techniques non-vie.....	55
Tableau S.19.01.21 : Sinistres en non-vie .....	58
Tableau S.23.01.01 : Fonds propres .....	60
Tableau S.25.01.21 : Capital de solvabilité requis.....	62
Tableau S.28.01.01 : Minimum de capital requis (MCR) .....	63

## Correspondance Lignes d'activités réglementaires – Segments

Une correspondance existe entre les lignes d'activité réglementaires Solvabilité II, exploitées dans la production des calculs et états prudentiels et les segments principaux auxquels sont associées les activités exercées par MMA IARD Assurances Mutuelles. La notion de segment est un axe d'analyse utilisé par l'entreprise aux fins de pilotage de son activité.

<b>Ligne d'activité</b>	<b>Garanties principales</b>	<b>Segment(s) associé(s)</b>
Assurance maritime, aérienne et transport	Garanties dommages subis par les véhicules aériens et spatiaux ; Garanties responsabilité civile liée à l'utilisation des véhicules aériens et spatiaux.	Aérien et spatial
Pertes pécuniaires diverses	Garanties pertes pécuniaires des contrats professionnels, entreprises ;-pertes d'exploitation.	Assurances collectives
Assurance de protection du revenu	Garanties de protection des revenus des contrats professionnels et particuliers, Garanties accidents de la vie, Garanties individuelles du conducteur / individuelles accident	Acceptations



## Liste des états quantitatifs publics Solvabilité II

Tableau S.02.01.02 : Bilan

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Valeur Solvabilité II</b>
Immobilisations incorporelles	-
Actifs d'impôts différés	-
Excédent du régime de retraite	-
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	-
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	4 476 763
Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	2 710
Détenions dans des entreprises liées, y compris participations	4 088 264
Actions	6 334
Actions – cotées	-
Actions – non cotées	6 334
Obligations	164 179
Obligations d'État	99 911
Obligations d'entreprise	64 268
Titres structurés	-
Titres garantis	-
Organismes de placement collectif	185 918
Produits dérivés	-
Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	29 358
Autres investissements	-
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	-
Prêts et prêts hypothécaires	5 717
Avances sur police	-
Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	478
Autres prêts et prêts hypothécaires	5 239
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	82 663
Non-vie et santé similaire à la non-vie	82 663
Non-vie hors santé	82 136
Santé similaire à la non-vie	526
Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés	-
Santé similaire à la vie	-
Vie hors santé, UC et indexés	-
Vie UC et indexés	-
Dépôts auprès des cédantes	2 319
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	56 522
Créances nées d'opérations de réassurance	9 289
Autres créances (hors assurance)	38 719
Actions propres auto-détenues (directement)	-
Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15 658
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	1 021
<b>Total de l'actif</b>	<b>4 688 671</b>

Tableau S.02.01.02 : Bilan

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Valeur Solvabilité II</b>
Provisions techniques non-vie	216 793
Provisions techniques non-vie (hors santé)	214 731
Provisions techniques calculées comme un tout	-
Meilleure estimation	204 102
Marge de risque	10 629
Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	2 062
Provisions techniques calculées comme un tout	-
Meilleure estimation	1 953
Marge de risque	109
Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	2 356
Provisions techniques santé (similaire à la vie)	604
Provisions techniques calculées comme un tout	-
Meilleure estimation	573
Marge de risque	31
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	1 752
Provisions techniques calculées comme un tout	-
Meilleure estimation	1 662
Marge de risque	90
Provisions techniques UC et indexés	-
Provisions techniques calculées comme un tout	-
Meilleure estimation	-
Marge de risque	-
Passifs éventuels	-
Provisions autres que les provisions techniques	33 819
Provisions pour retraite	5 526
Dépôts des réassureurs	1 795
Passifs d'impôts différés	89 741
Produits dérivés	-
Dettes envers des établissements de crédit	-
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	-
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	10 923
Dettes nées d'opérations de réassurance	1 001
Autres dettes (hors assurance)	27 384
Passifs subordonnés	-
Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base	-
Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base	-
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	52
<b>Total du passif</b>	<b>389 390</b>
<b>Excédent d'actif sur passif</b>	<b>4 299 281</b>

Tableau S.05.01.02 : Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

Ligne d'activité pour: engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée)									
<i>En milliers d'euros</i>	Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement
<b>Primes émises</b>									
Brut – Assurance directe	426	180	-	478	983	-4 938	1 099	657	5
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	-	6 931	-	13	-	6 418	210	233	-
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée									
Part des réassureurs	1	1	-	5	23	677	151	22	1
<b>Net</b>	<b>425</b>	<b>7 110</b>	<b>-</b>	<b>486</b>	<b>961</b>	<b>803</b>	<b>1 158</b>	<b>868</b>	<b>3</b>
<b>Primes acquises</b>									
Brut – Assurance directe	426	178	-	478	936	7 109	1 096	652	6
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	-	6 931	-	9	-	24 239	210	233	-
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée									
Part des réassureurs	1	1	-	5	23	32 867	152	22	2
<b>Net</b>	<b>425</b>	<b>7 108</b>	<b>-</b>	<b>482</b>	<b>913</b>	<b>-1 519</b>	<b>1 154</b>	<b>864</b>	<b>4</b>
<b>Charge des sinistres</b>									
Brut – Assurance directe	291	-38	-	441	511	-49 901	645	182	-
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	-	4 843	-	-38	-	13 363	-4	-380	-
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée									
Part des réassureurs	-	-118	-	-13	4	-36 195	56	916	-
<b>Net</b>	<b>290</b>	<b>4 923</b>	<b>-</b>	<b>416</b>	<b>507</b>	<b>-343</b>	<b>586</b>	<b>-1 114</b>	<b>-</b>
<b>Variation des autres provisions techniques</b>									
Brut – Assurance directe	-1	-	-	8	-2	4 915	4	-	-
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	-	-	-	-	-	-	-91	281	-
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée									
Part des réassureurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Net</b>	<b>-1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>8</b>	<b>-2</b>	<b>4 915</b>	<b>-87</b>	<b>282</b>	<b>-</b>
Dépenses engagées	116	1 424	-	144	367	-2 118	889	260	-
Autres dépenses									
<b>Total des dépenses</b>									

Tableau S.05.01.02 : Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

En milliers d'euros	Ligne d'activité pour: engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée)			Ligne d'activité pour: réassurance non proportionnelle acceptée				Total
	Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Santé	Accidents	Assurance maritime, aérienne et transport	Biens	
<b>Primes émises</b>								
Brut – Assurance directe	114	109	7 806					6 920
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	-	-	-					13 805
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée				-	-21	-	3	-19
Part des réassureurs	-	97	55	-	-	-7	-	1 026
<b>Net</b>	<b>114</b>	<b>13</b>	<b>7 751</b>	<b>-</b>	<b>-21</b>	<b>7</b>	<b>3</b>	<b>19 680</b>
<b>Primes acquises</b>								
Brut – Assurance directe	114	109	7 833					18 936
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	-	-	-					31 622
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée				-	-21	-	3	-19
Part des réassureurs	-	97	55	-	-	-7	-	33 218
<b>Net</b>	<b>114</b>	<b>12</b>	<b>7 778</b>	<b>-</b>	<b>-21</b>	<b>7</b>	<b>3</b>	<b>17 322</b>
<b>Charge des sinistres</b>								
Brut – Assurance directe	9	42	6 811					-41 007
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	-	-	-					17 784
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée				-	-3 475	-	3	-3 471
Part des réassureurs	-	37	-4 986	-	-	-	-	-40 298
<b>Net</b>	<b>9</b>	<b>5</b>	<b>11 797</b>	<b>-</b>	<b>-3 475</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>13 604</b>
<b>Variation des autres provisions techniques</b>								
Brut – Assurance directe	-	-	541					5 466
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	-	-	-					190
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée				-	-	-	-	-
Part des réassureurs	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Net</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>541</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5 656</b>
Dépenses engagées	27	-8	2 275	-	-	-	-	3 375
Autres dépenses								6 403
<b>Total des dépenses</b>								<b>9 778</b>

Tableau S.05.01.02 : Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

En milliers d'euros	Ligne d'activité pour: engagements d'assurance vie						Engagements de réassurance vie		Total
	Assurance maladie	Assurance avec participation aux bénéficiaires	Assurance indexée et en unités de compte	Autres assurances vie	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance maladie	Réassurance vie	
<b>Primes émises</b>									
Brut	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Part des réassureurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Net</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Primes acquises</b>									
Brut	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Part des réassureurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Net</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Charge des sinistres</b>									
Brut	-	-	-	-	34	38	-	-	72
Part des réassureurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Net</b>	-	-	-	-	34	38	-	-	72
<b>Variation des autres provisions techniques</b>									
Brut	-	-	-	-	38	61	-	-	99
Part des réassureurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Net</b>	-	-	-	-	38	61	-	-	99
<b>Dépenses engagées</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autres dépenses</b>									-
<b>Total des dépenses</b>									-

Tableau S.12.01.02 : Provisions techniques vie et santé SLT

En milliers d'euros	Assurance avec participation aux bénéfices	Assurance indexée et en unités de compte		Autres assurances vie		Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance acceptée	Total (vie hors santé, y compris UC)
		Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties	Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties			
<b>Provisions techniques calculées comme un tout</b>								
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	-	-		-		-	-	-
<b>Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque</b>								
<b>Meilleure estimation</b>								
Meilleure estimation brute	-		-	-		1 662	-	1 662
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	-		-	-		-	-	-
Meilleure estimation nette des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite – total	-		-	-		1 662	-	1 662
<b>Marge de risque</b>	-	-		-		<b>90</b>	-	<b>90</b>
<b>Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques</b>								
Provisions techniques calculées comme un tout	-	-		-		-	-	-
Meilleure estimation	-		-	-		-	-	-
Marge de risque	-	-		-		-	-	-
<b>Provisions techniques – Total</b>	-	-		-		<b>1 752</b>	-	<b>1 752</b>

Tableau S.12.01.02 : Provisions techniques vie et santé SLT

En milliers d'euros	Assurance santé (assurance directe)		Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Réassurance santé (réassurance acceptée)	Total (santé similaire à la vie)	
	Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties				
<b>Provisions techniques calculées comme un tout</b>			-	-	-	
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	-		-	-	-	
<b>Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque</b>						
<b>Meilleure estimation</b>						
Meilleure estimation brute		-	-	573	-	573
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie		-	-	-	-	-
Meilleure estimation nette des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite – total		-	-	573	-	573
<b>Marge de risque</b>	-		<b>31</b>	-	<b>31</b>	
<b>Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques</b>						
Provisions techniques calculées comme un tout	-		-	-	-	
Meilleure estimation			-	-	-	
Marge de risque	-		-	-	-	
<b>Provisions techniques – Total</b>	-		<b>604</b>	-	<b>604</b>	

Tableau S.17.01.02 : Provisions techniques non-vie

En milliers d'euros	Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée											
	Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement	Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses
<b>Provisions techniques calculées comme un tout</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque</b>												
<b>Meilleure estimation</b>												
<u>Provisions pour primes</u>												
Brut	-	-57	-	4	-	147	-6	-100	-1	-	-	7 576
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	-	-	-	-	-	704	-	1	-	-	-	-
Meilleure estimation nette des provisions pour primes	-	-57	-	4	-	-557	-6	-101	-1	-	-	7 576
<u>Provisions pour sinistres</u>												
Brut	51	1 960	-	2 987	18	113 761	2 385	59 629	14	26	11	8 205
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	1	526	-	574	4	69 085	467	11 273	6	-	9	15
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	50	1 434	-	2 413	14	44 676	1 918	48 356	8	26	2	8 190
<b>Total meilleure estimation – brut</b>	<b>51</b>	<b>1 903</b>	<b>-</b>	<b>2 991</b>	<b>18</b>	<b>113 908</b>	<b>2 379</b>	<b>59 529</b>	<b>13</b>	<b>26</b>	<b>11</b>	<b>15 781</b>
<b>Total meilleure estimation – net</b>	<b>50</b>	<b>1 377</b>	<b>-</b>	<b>2 417</b>	<b>14</b>	<b>44 119</b>	<b>1 912</b>	<b>48 255</b>	<b>7</b>	<b>26</b>	<b>2</b>	<b>15 766</b>
<b>Marge de risque</b>	<b>3</b>	<b>106</b>	<b>-</b>	<b>161</b>	<b>1</b>	<b>6 143</b>	<b>129</b>	<b>3 220</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>443</b>
<b>Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques</b>												
Provisions techniques calculées comme un tout	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Meilleure estimation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Marge de risque	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-



Tableau S.17.01.02 : Provisions techniques non-vie

<i>En milliers d'euros</i>	Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée											
	Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement	Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses
<b>Provisions techniques – Total</b>												
Provisions techniques – Total	54	2 009	-	3 152	19	120 051	2 508	62 749	14	27	12	16 224
Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie – total	1	526	-	574	4	69 789	467	11 274	6	-	9	15
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite - total	53	1 483	-	2 578	15	50 262	2 041	51 475	8	27	3	16 209

Tableau S.17.01.02 : Provisions techniques non-vie

En milliers d'euros	Réassurance non proportionnelle acceptée				Total engagements en non-vie
	Réassurance santé non proportionnelle	Réassurance accidents non proportionnelle	Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	Réassurance dommages non proportionnelle	
<b>Provisions techniques calculées comme un tout</b>	-	-	-	-	-
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	-	-	-	-	-
<b>Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque</b>					
<b>Meilleure estimation</b>					
<u>Provisions pour primes</u>					
Brut	-	-	-	-354	7 209
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	-	-	-	-	704
Meilleure estimation nette des provisions pour primes	-	-	-	-354	6 504
<u>Provisions pour sinistres</u>					
Brut	-	9 799	-	-	198 846
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	-	-	-	-	81 958
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	-	9 799	-	-	116 886
<b>Total meilleure estimation – brut</b>	-	<b>9 799</b>	-	<b>-354</b>	<b>206 055</b>
<b>Total meilleure estimation – net</b>	-	<b>9 799</b>	-	<b>-354</b>	<b>123 390</b>
<b>Marge de risque</b>	-	<b>529</b>	-	-	<b>10 738</b>
<b>Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques</b>					
Provisions techniques calculées comme un tout	-	-	-	-	-
Meilleure estimation	-	-	-	-	-
Marge de risque	-	-	-	-	-
<b>Provisions techniques – Total</b>					
Provisions techniques – Total	-	10 328	-	-354	<b>216 793</b>
Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie - total	-	-	-	-	<b>82 662</b>
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite - total	-	10 328	-	-354	<b>134 128</b>

## Tableau S.19.01.21 : Sinistres en non-vie

### Total activités non-vie (en milliers d'euros)

Année d'accident / année de souscription: 1

Sinistres payés bruts (non cumulés)  
(valeur absolue)

Année	Année de développement											Pour l'année en cours	Somme des années (cumulés)
	-	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10 et +		
<b>Précédentes</b>											4 143	4 143	4 143
N-9	4 473	26 153	11 362	7 809	5 858	16 914	4 596	1 431	5 161	268		268	84 025
N-8	7 844	27 603	12 053	7 360	4 970	689	580	820	490			490	62 409
N-7	5 389	34 271	9 627	4 235	2 282	2 403	226	664				664	59 097
N-6	11 031	45 414	11 156	4 986	6 385	2 904	2 812					2 812	84 688
N-5	17 108	56 951	54 279	13 341	9 338	6 585						6 585	157 602
N-4	18 993	24 516	14 907	18 180	7 595							7 595	84 191
N-3	5 225	28 681	13 965	4 660								4 660	52 531
N-2	7 784	23 719	15 173									15 173	46 676
N-1	1 955	22 900										22 900	24 855
N	2 139											2 139	2 139
											<b>Total</b>	<b>67 429</b>	<b>662 356</b>

Tableau S.19.01.21 : Sinistres en non-vie

Meilleure estimation provisions pour sinistres brutes non actualisées  
(valeur absolue)

Année	Année de développement											Fin d'année (données actualisées)
	-	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10 et +	
<b>Précédentes</b>											50 985	50 838
N-9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5 654		5 589
N-8	-	-	-	-	-	-	-	-	3 621			3 590
N-7	-	-	-	-	-	-	-	3 436				3 381
N-6	-	-	-	-	-	-	17 442					16 904
N-5	-	-	-	-	-	32 050						31 241
N-4	-	-	-	-	28 927							28 597
N-3	-	-	-	12 126								12 017
N-2	-	-	17 479									17 384
N-1	-	19 206										19 071
N	7 847											7 837
											<b>Total</b>	<b>196 449</b>

Tableau S.23.01.01 : Fonds propres

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Total</b>	Niveau 1 – non restreint	Niveau 1 – restreint	Niveau 2	Niveau 3
<b>Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers, comme prévu à l'article 68 du règlement délégué (UE) 2015/35</b>					
Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)	-	-		-	
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	2 458	2 458		-	
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	546 872	546 872		-	
Comptes mutualistes subordonnés	-		-	-	-
Fonds excédentaires	-	-			
Actions de préférence	-		-	-	-
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence	-		-	-	-
Réserve de réconciliation	3 749 951	3 749 951			
Passifs subordonnés	-		-	-	-
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets	-				-
Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra	-	-	-	-	-
<b>Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II</b>					
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II	-				
<b>Déductions</b>					
Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers	-	-	-	-	
<b>Total fonds propres de base après déductions</b>	<b>4 299 281</b>	<b>4 299 281</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Fonds propres auxiliaires</b>					
Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, callable sur demande	-			-	
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	-			-	
Actions de préférence non libérées et non appelées, callable sur demande	-			-	-
Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande	-			-	-
Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	-			-	
Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	-			-	-
Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE	-			-	
Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE	-			-	-
Autres fonds propres auxiliaires	-			-	-
<b>Total fonds propres auxiliaires</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Tableau S.23.01.01 : Fonds propres

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Total</b>	Niveau 1 – non restreint	Niveau 1 – restreint	Niveau 2	Niveau 3
<b>Fonds propres éligibles et disponibles</b>					
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	4 299 281	4 299 281	-	-	-
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis	4 299 281	4 299 281	-	-	
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	4 299 281	4 299 281	-	-	-
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	4 299 281	4 299 281	-	-	
<b>Capital de solvabilité requis</b>	<b>915 418</b>				
<b>Minimum de capital requis</b>	<b>228 855</b>				
<b>Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis</b>	<b>470%</b>				
<b>Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis</b>	<b>1879%</b>				
<b>Réserve de réconciliation</b>					
Excédent d'actif sur passif	4 299 281				
Actions propres (détenues directement et indirectement)	-				
Dividendes, distributions et charges prévisibles	-				
Autres éléments de fonds propres de base	549 330				
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés	-				
<b>Réserve de réconciliation</b>	<b>3 749 951</b>				
<b>Bénéfices attendus</b>					
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités vie	-				
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités non-vie	3 320				
<b>Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)</b>	<b>3 320</b>				

Tableau S.25.01.21 : Capital de solvabilité requis

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Capital de solvabilité requis brut</b>	PPE	Simplifications
Risque de marché	923 292		
Risque de défaut de la contrepartie	12 854		
Risque de souscription en vie	187		-
Risque de souscription en santé	2 243		-
Risque de souscription en non-vie	37 957		-
Diversification	-38 896		
Risque lié aux immobilisations incorporelles	-		
<b>Capital de solvabilité requis de base</b>	<b>937 636</b>		
<b>Calcul du capital de solvabilité requis</b>			
Risque opérationnel	6 192		
Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques	-		
Capacité d'absorption des pertes des impôts différés	-28 409		
Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE	-		
<b>Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire</b>	<b>915 418</b>		
Exigences de capital supplémentaire déjà définies	-		
<b>Capital de solvabilité requis</b>	<b>915 418</b>		
<b>Autres informations sur le SCR</b>			
Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée	-		
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante	915 418		
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés	-		
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur	-		
Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304	-		

Tableau S.28.01.01 : Minimum de capital requis (MCR)

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance non-vie

RésultatMCR <sub>NL</sub>	16 861		
<i>En milliers d'euros</i>			
		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)
Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente	50		425
Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente	1 376		7 110
Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y afférente	-		-
Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y afférente	2 417		293
Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y afférente	15		961
Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y afférente	44 120		809
Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance proportionnelle y afférente	1 913		1 160
Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y afférente	48 255		869
Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente	7		3
Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente	26		114
Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente	2		-18
Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y afférente	15 766		7 751
Réassurance santé non proportionnelle	-		-
Réassurance accidents non proportionnelle	9 799		172
Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	-		-
Réassurance dommages non proportionnelle	-		-

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance vie

RésultatMC <sub>RL</sub>	47		
<i>En milliers d'euros</i>			
		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations garanties	-		
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations discrétionnaires futures	-		
Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte	-		
Autres engagements de (ré)assurance vie et de (ré)assurance santé	2 235		
Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de (ré)assurance vie			-

Calcul du MCR global

MCR linéaire	16 908
Capital de solvabilité requis	915 418
Plafond du MCR	411 938
Plancher du MCR	228 855
MCR combiné	228 855
Seuil plancher absolu du MCR	-
<b>Minimum de capital requis</b>	<b>228 855</b>





**Entrepreneurs  
d'Assurances**

**MMA IARD Assurances Mutuelles**

Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes

Entreprise régie par le code des assurances

RCS Le Mans 775 652 126

Siège social : 14 Bld Marie et Alexandre Oyon 72030 Le Mans Cedex 9